

REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Les premiers décrets de la Commune de Paris furent la suppression de l'armée de métier et de la police Karl Marx, 1871



- Macron, la police et les amis de la police p. 2
- Des généraux à la retraite menacent p. 5
- Agression contre la CGT le premier mai p. 7
- Palestine : Boycott des armes destinées à Israël ! p. 9
- Palestine : Israël assassin, Macron complice ! p. 12
- 1^{er} mai : Déclaration internationale p. 15
- Colombie : À bas Duque ! Grève générale ! p. 17
- Brésil : Quelles perspectives pour la classe ouvrière ? p. 19
- Italie : La bourgeoisie mise sur Draghi p. 24
- Algérie : Les revendications sociales à l'avant-scène p. 26
- « Islamo-gauchisme » = chasse aux sorcières p. 28

Macron, la police et les amis de la police

Les affaires avant tout

Le mercredi 19 mai, radios et télévisions s'étaient donné le mot, le mot du gouvernement s'entend, pour célébrer la réouverture des terrasses et des cinémas : la pandémie est derrière nous. Ou presque. Il est indéniable que les chiffres de la pandémie baissent depuis quelques semaines. Mais ils restent inquiétants. Une tribune signée de 23 médecins et chercheurs parue le 8 mai dans *Le JDD* indique :

Nous assistons à l'officialisation du passage d'une gestion active à une gestion passive de l'épidémie. Il s'agit là d'un pari audacieux, avec un seuil particulièrement élevé et ne répondant pas à des objectifs de contrôle. On rappelle que l'Allemagne place la barre du déconfinement à 100 cas, le Portugal à 120.

Il sera bien temps, si d'aventure la pandémie repartait, d'actionner des mesures de freinage au niveau local, assure le gouvernement. La prudence recommandée par les médecins et soignants qui se battent depuis plus d'un an est une nouvelle fois sacrifiée sur l'autel du capitalisme.

Des perspectives économiques incertaines

Car la musique que le gouvernement veut faire entendre tient au crédo simple, propres à tous les économistes bourgeois : les Français, tout à leur joie retrouvée, vont dépenser sans compter et la demande dopera la reprise économique. Or, si la demande solvable est une condition indispensable du fonctionnement du capitalisme, elle n'en est pas le moteur. C'est le taux de profit réalisé et attendu qui pousse à la production, aux investissements des entreprises, qui est l'élément majeur de toute croissance économique dans ce mode de production.

Le Commission européenne estime que le PIB de l'Union européenne devrait retrouver son niveau de 2019 à la fin 2021, après une chute de 6,6 % en 2020 suivie d'une baisse de 0,4 % au premier trimestre 2021 (*Perspectives économiques*, 12 mai). Mais tous n'avanceraient pas du même pas. Pour la France, après une

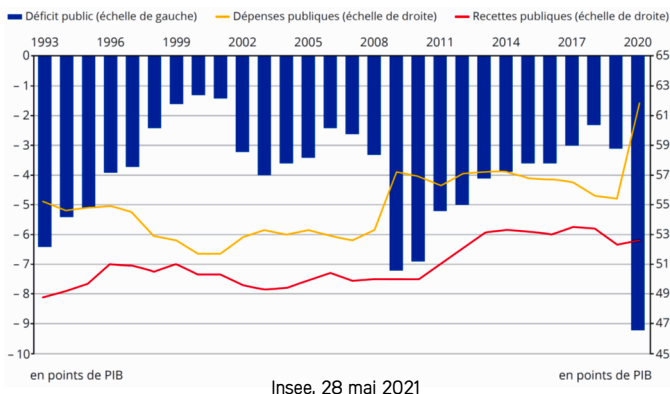
baisse de 8,2 % en 2020, la prévision pour 2021 s'établit à 5,7 %, le rattrapage avec 2019 n'aurait lieu qu'au 1^{er} trimestre 2022, plus tard encore pour l'Espagne et le Portugal et fin 2022 pour l'Italie.

Ces prévisions sont cependant fragiles. D'une part, la pandémie flambe encore en Inde et en Amérique latine et l'apparition de nouveaux variants encore plus virulents reste une menace pour l'humanité entière. D'autre part, si la croissance a rebondi dans de nombreux pays, par exemple en Chine dès le deuxième semestre 2020 ou aux États-Unis avec une hausse estimée à 6,4 % en rythme annualisé au 1^{er} trimestre 2021, des signes d'une reprise de l'inflation l'accompagnent, comme ce bulletin l'avait envisagé (*Révolution communiste* n° 41, p. 18). Ainsi, aux États-Unis, l'inflation au 1^{er} trimestre 2021 a été de 4,2 % en rythme annualisé, ce qui marque une accélération. En cause une forte augmentation des prix frappant les métaux nécessaires au passage aux véhicules électriques comme le cuivre, ou bien encore les semi-conducteurs, le pétrole, etc.

L'énormité de la création monétaire que toutes les banques centrales, et celle des États-Unis au premier chef, ont déversée par milliers de milliards pour maintenir la tête hors de l'eau aux capitalistes est potentiellement explosive. La dette publique de la France dépasse 2 650 milliards d'euros fin 2020. Les taux d'emprunt à 10 ans de l'État français pour financer son déficit budgétaire étaient négatifs, jusqu'à -0,38 % le 11 décembre dernier et même de -0,81 % le 2 avril 2021. Ils sont remontés à 0,287 % au 19 mai 2021. Si la tendance inflationniste devait se poursuivre, le noeud coulant de l'endettement pourrait se resserrer brutalement autour des États jugés les plus faibles par les prêteurs. Dans l'Union européenne, si la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont les plus mal placées, la France avec plus de 117 % est loin derrière l'Allemagne dont l'endettement devrait se situer à 75 % de son PIB.

Pour le moment, la Banque centrale européenne refinance les déficits des États (en rachetant les titres de dette aux sociétés financières qui les détiennent et qui désirent les céder contre des liquidités), mais l'inflation pourrait remettre en cause cette politique particulièrement accommodante dans une zone euro où la situation devient de plus en plus hétérogène.

Macron fait pourtant des moulinets. Le premier plan de relance de 100 milliards d'euros attend toujours le déblocage des fonds européens, mais le 30 avril, Macron annonce déjà un deuxième plan, afin que la croissance soit « *plus vigoureuse* » et ne diverge pas trop de celle des États-Unis. C'est que le capitalisme français est à la peine, malgré la sollicitude de ce gouvernement comme des précédents.



En 2020, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de plus de 7 milliards d'euros, atteignant 65 milliards. L'excédent du solde de la balance des services s'est réduit de 13,5 milliards, pour s'établir à près de 8. Les exportations françaises de biens et services se sont contractées plus fortement que celles de l'ensemble zone euro (-19,5 % contre -13,2 %). La part de la France dans les exportations de la zone euro a baissé de 1 point entre 2019 et 2020 pour atteindre son plus bas niveau (13,5 %) depuis vingt ans. Cette baisse représente une perte d'exportations de 46 milliards d'euros. (Rexecode, La Compétitivité française en 2020, 2 mars)

Sa place comme impérialisme est chaque jour plus difficile en Afrique, malgré tous ses efforts guerriers comme diplomatiques. Le récent sommet Afrique réuni à Paris le 18 mai a surtout accouché d'un appel à la solidarité financière internationale, l'impérialisme français ayant de plus en plus de mal à financer les gouvernements des bourgeoisies compradore qui sont ses obligées, et a montré une nouvelle fois sa duplicité sur la question des vaccins dont l'Afrique manque cruellement. Macron était en effet contre la levée des brevets l'an dernier, puis il a été pour quand Biden s'est prononcé pour la levée partielle, puis il a trouvé que ce n'était pas une bonne idée quand Merkel s'y est opposée. Mais devant ses hôtes africains, la main sur le cœur, il a plaidé pour renforcer le transfert de doses vers le continent africain... En attendant, Pfizer et Moderna devraient respectivement engranger 26 milliards et 18 milliards de dollars pour leurs vaccins en 2021 !

Les dirigeants des syndicats continuent de désarmer la classe ouvrière

Selon la Dares, le nombre total de chômeurs s'établit à la fin du 1^{er} trimestre 2021 à 6 012 600, en hausse de 4,7 % sur un an. L'attaque contre l'indemnisation des chômeurs, différée en 2020, va commencer à s'appliquer au 1^{er} juillet. Diminuer les allocations chômage, c'est augmenter le taux de profit. Le gouvernement de la bourgeoisie garde le cap.

Pourtant, face au gouvernement, les directions syndicales émettent la volonté de résistance des travailleurs : pour les hôpitaux publics, préavis de grève de la CGT du 30 avril au 6 mai, journée d'action de la CGT des services de réanimation le 11 mai, journée d'action de la CGT des techniciens de laboratoires le 18 mai, appel intersyndical à une nouvelle journée d'action le 15 juin...

Pour les travailleurs des fonderies du secteur automobile, à l'arrêt depuis plusieurs mois et menacées de fermeture les unes après les autres, les chefs syndicaux laissent chaque lutte isolée, site par site, conduisant au désespoir comme à la fonderie de Saint Claude où les travailleurs, après 52 jours de grève, menacent de tout faire sauter. Certes, la direction de la CGT a appelé les ouvriers des fonderies de Bretagne, de Saint-Claude et du Poitou à

manifestier ensemble le 20 mai. Mais où et pour quoi ? Pas devant l'Élysée ni devant Matignon pour l'interdiction de tous les licenciements, aucune suppression d'emploi, mais devant le site logistique de Renault à Villeroy... Le gouvernement n'est pas menacé de ce côté-là.

Des forces fascistes se rassemblent au grand jour

Le 21 avril, jour anniversaire du putsch des généraux à Alger, paraît une tribune signée de 20 généraux et soutenue par 1 500 militaires, presque tous en retraite, qui menacent « d'une intervention de nos camarades d'active dans une mission périlleuse de protection de nos valeurs constitutionnelles » pour protéger la France des dangers qui la mettraient en péril, « l'islamisme et les hordes de banlieue ». Elle est suivie le 9 mai d'une deuxième tribune, adressée à Macron, toujours dans *Valeurs actuelles*, cette fois à l'initiative de 2 000 militaires d'active, dit le journal qui préserve leur anonymat, et bientôt signée par 90 000 soutiens. Comme dans la première tribune, l'islamisme est au centre :

Afghanistan, Mali, Centrafrique ou ailleurs, un certain nombre d'entre nous ont connu le feu ennemi. Certains y ont laissé des camarades. Ils ont offert leur peau pour détruire l'islamisme auquel vous faites des concessions sur notre sol.

Les partis bourgeois disent partager le même constat que ces militaires, sans toutefois défendre l'option du coup d'État. L'ancien président PS minimise : « Quand

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

il n'y a pas de signature, il n'y a pas de texte » (François Hollande, *France inter*, 10 mai) tandis que le ministre de l'économie sait faire la différence :

Nos jeunes de 20-22 ans... risquent leur vie ; eux ils se taisent, eux ils disent rien, eux ils ont les armes à la main et ils vont combattre les islamistes. C'est cette armée-là que j'aime et que je respecte, et certainement pas ces quelques poignées de militaires qui ont jugé bon, sous le couvert de l'anonymat, de reprendre la rhétorique de l'extrême droite. (Bruno Le Maire, *France info*, 10 mai)

Une position semblable à celle de Mélenchon qui appelait le 26 avril à ne pas « *confondre une poignée de petits factieux avec l'armée républicaine* ».

Partis bourgeois et partis réformistes ensemble avec la police

La défense de « *l'armée républicaine* » comme la défense de « *la police républicaine* » unit tous les bourgeois et tous les réformistes par-delà les étiquettes. Pour ces derniers, le fondement de l'État bourgeois doit être préservé.

C'est pourquoi le conseil des ministres du 28 avril examine un projet de loi augmentant encore leur pouvoir d'espionner la population. C'est pourquoi les députés LFI, PCF et PS estiment que le budget de l'armée est insuffisant, pourquoi le programme de LFI prévoit la création de 2 000 postes dans la police nationale.

La police justement se manifeste elle aussi, et même elle se manifeste devant l'Assemblée nationale, par milliers, le 19 mai, à l'appel de toutes les organisations de policiers, dont la CFDT, la CGT, l'UNSA, FO... On cherche encore l'ombre du premier CRS, eux qui, d'habitude, sont massés nombreux pour en interdire les abords aux manifestations de travailleurs. Le ministre de l'intérieur Darmanin était là, avec LR, le RN, LREM, EELV, mais aussi Faure pour représenter dignement le PS ainsi que Roussel pour le PCF. Le PCF insiste lourdement pour défendre la police :

Il faut pouvoir garantir le droit à la sécurité à tous les citoyens qui souffrent le plus aujourd'hui d'insécurité, qui n'est pas un sentiment, qui est réel pour beaucoup trop de nos concitoyens... Ce sont ceux des quartiers populaires, les plus modestes, c'est la caissière du supermarché, c'est le chauffeur de bus, c'est l'infirmière qui travaille la nuit ou qui rentre au petit matin, c'est ceux qui ne supportent plus les rodéos qui les empêchent de vivre. C'est ces gens qui vivent dans des quartiers qui aujourd'hui sont oubliés par la République, ils sont oubliés par l'État. (Fabien Roussel *BFM-TV*, 11 mai)

LFI était tentée : « *Dans l'absolu, compte tenu de ce que nous défendons pour la police, on y aurait notre place* » (Adrien Quatennens, *Public Sénat*, 10 mai). Fina-

lement, le parti social-chauvin n'y est pas allé parce que « *la manifestation s'en prend non pas aux causes pour lesquelles ces malheureux ont été assassinés, mais aux institutions comme l'institution judiciaire* » (Jean-Luc Mélenchon, Conférence de presse à l'Assemblée, 19 mai) comme si la justice de la bourgeoisie était sans reproche et comme si la police pouvait être autre chose que son bras armé. Évidemment, le chef suprême ne proteste pas contre la présence des confédérations syndicales dans l'organisation de cette « *manifestation à caractère ostensiblement factieux* » (Mélenchon).

Contre la police de la bourgeoisie, pour l'auto-organisation de la classe ouvrière

N'en déplaise à messieurs Faure, Roussel et Mélenchon, le combat de la classe ouvrière passe obligatoirement par le démantèlement de l'État bourgeois et de son appareil de répression. La Commune de Paris l'avait fait en mars 1871. La police, comme la justice, ne protègent qu'accessoirement les pauvres et les faibles et encore plus rarement les libertés publiques. C'est une fonction secondaire, mineure, même si elle est indispensable à son acceptation sociale. Mais que faire alors pour assurer la sécurité ?

L'ordre public assuré par une police située au-dessus du peuple et par un corps de fonctionnaires, fidèles serviteurs de la bourgeoisie, ainsi que par une armée permanente placée sous les ordres de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, tel est l'idéal de la république parlementaire bourgeoise qui s'attache à perpétuer la domination du capital. L'ordre public assuré par une milice populaire dont tout le monde — hommes et femmes — fera partie ; des autorités non seulement élues et révocables à tout moment, mais recevant un salaire d'ouvrier, et non des traitements « princiers » ou bourgeois, tel est l'idéal de la classe ouvrière. (Lénine, *La Milice prolétarienne*, 3 mai 1917)

Cette exigence doit conduire la classe ouvrière à s'organiser dès maintenant pour protéger ses grèves, ses manifestations, ses organisations, contre la police, les provocateurs et les bandes fascistes. Tout montre que le gouvernement renforce tous ses dispositifs répressifs contre la classe ouvrière. Si les policiers peuvent manifester sans problème, en revanche il est interdit à Paris la manifestation contre l'agression des Palestiniens par l'État colon d'Israël. Le temps n'est pas à larmoyer sur la difficulté d'être policier, il est à l'auto-organisation de la classe ouvrière contre la police de la bourgeoisie ! L'agression contre le service d'ordre de la CGT le 1^{er} mai à Paris met plus que jamais à l'ordre du jour l'impérieuse nécessité du front unique pour constituer des services d'ordres par les manifestants eux-mêmes, qui intègrent les services d'ordre syndicaux pour protéger les manifestations.

24 mai 2021

Des généraux à la retraite menacent

À peine revenu du Tchad pour tenter de sauvegarder l'emprise de l'impérialisme français dans ce pays après la mort du despote Idriss Déby, le président de la 5^e République pouvait lire dans l'hebdo réactionnaire *Valeurs actuelles* du 21 avril, une tribune signée par 20 généraux soutenus par près de 1 500 militaires, presque tous à la retraite. Les plus vieux de ces soudards ont fait leurs preuves lors des sanglantes guerres coloniales de la 4^e et de la 5^e Républiques, notamment la guerre d'Indochine (1946-1952) et la guerre d'Algérie (1954-1962). Des guerres perdues mais où ils apprirent le mépris pour le gouvernement civil (rendu responsable de leur échec) et surtout le gout pour le terrorisme à grande échelle.

Menace d'un coup d'État militaire et d'un régime fasciste

Leur initiative participe pleinement des tendances réactionnaires, sécuritaires, racistes et fascistes à l'oeuvre à l'échelle mondiale. Les gradés français imitent leurs comparses espagnols.

Fin novembre, 75 officiers à la retraite ont écrit au roi pour dénoncer la politique du gouvernement, « un gouvernement socialo-communiste qui ne fait que dégrader l'Espagne. » (France info, 29 avril)

Alors que le gouvernement Macron-Castex-Le Drian-Parly mène une guerre néocoloniale en Afrique au nom de la lutte contre le terrorisme, qu'il augmente l'espionnage de sa population au détriment des libertés, qu'il sauvegarde les privilèges de retraite de ses mercenaires, qu'il augmente le budget et l'effectif de l'armée de métier, qu'il désigne comme « islamo-gauchiste » le syndicat étudiant UNEF et une partie du mouvement ouvrier qui défend la minorité française arabe et la Palestine, les généraux ingrats titrent leurs menaces : « Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants ».

Selon les pétitionnaires, « la France est en péril, plusieurs dangers mortels la menacent ». Ils voient dans le « délitement » du pays un complot qu'il faudra, un jour, écraser. Les coupables sont « certains qui parlent de racialisme, d'indigénisme et de théories décoloniales, mais à travers ces termes c'est la guerre raciale que veulent ces partisans haineux et fanatiques ». Les Arabes et les musulmans remplacent les Juifs et l'URSS de jadis : « l'islamisme et les hordes de banlieue » soumettent des territoires « à des dogmes contraires à notre constitution ».

Ils exigent « le courage nécessaire à l'éradication de ces dangers ». Faute de quoi, ils menacent ouvertement d'une « intervention de nos camarades d'active dans une mission péril-

leuse de protection de nos valeurs civilisationnelles ». Il s'agit clairement d'un putsch pour renverser la démocratie bourgeoise et écraser le mouvement ouvrier : « Il n'est plus temps de tergiverser, sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers ».

Les partis bourgeois dansent d'un pied sur l'autre

Devant le déclin du capitalisme français et l'accentuation des rivalités impérialistes, des cliques de la classe dominante envisagent des solutions brutales, l'interdiction des grèves et l'écrasement des organisations ouvrières tandis que la majorité mise toujours sur l'idéologie républicaine, la soupape des élections et l'antiracisme ainsi que sur la corruption des partis « réformistes » et des bureaucraties syndicales.

Cependant, ce camp sait que les généraux et amiraux sont la tête de l'armée qui constitue le coeur de l'appareil répressif de l'État. Cela explique que, si les réactions des représentants politiques de la classe capitaliste diffèrent, aucun ne saurait remettre en cause l'institution elle-même.

EELV, le parti bourgeois le plus indigné, pousse le gouvernement à prendre des sanctions administratives et d'entamer des poursuites judiciaires « afin de préserver notre démocratie et notre République » (Communiqué, 27 avril).

Mais le gouvernement est littéralement sidéré. La ministre de la défense Parly envisage de vagues sanctions pour les rares militaires « d'active » parmi les signataires (14). Le premier ministre Castex s'est plaint d'une « initiative qui n'exclut pas de se retourner contre l'État » (Le Monde, 29 avril).



LREM et EELV veulent faire croire que l'armée est au service de l'État et que celui-ci garantit la démocratie. Il n'en est rien. La 2^e République est née en 1848 de la répression des travailleurs. Depuis, l'armée fut toujours utilisée pour mettre au pas les jeunes conscrits, pour opprimer les colonies, contre les grèves, comme menace de dernier recours contre la révolution sociale. La 3^e République a été fondée par Thiers en envoyant l'armée renverser en 1871 la Commune de Paris et assassiner 15 000 ouvrières et ouvriers. En 1940, le maréchal Pétain, un des bouchers de 1914-1918, fut choisi par l'Assemblée nationale pour diriger un État fasciste, interdire les organisations ouvrières et livrer les Juifs aux nazis. En 1958, un putsch militaire donna le pouvoir au général De Gaulle qui avait fait ses débuts en menant la guerre en Pologne contre l'armée de la révolution russe. En 1968, face à la grève générale, De Gaulle se ressourça auprès des chefs militaires et menaça d'une intervention armée.

LR, le parti hérité du gaullisme, qui renchérit sur les mesures de Macron contre les musulmans et les immigrés (pauvres), n'est pas mécontent.

Je n'aurais peut-être pas écrit la tribune comme ça, mais je suis d'accord sur le constat... Il y a un lien entre cette dérive terroriste et une certaine partie de l'immigration. (Rachida Dati, *France Info*, 29 avril)

Déjà 67 % des policiers actifs et plus de 50 % des militaires votent RN. La chef du parti fascisant, qui affirme s'inscrire dans la démocratie, ne cache pas sa joie devant l'intervention des soudards dans la vie politique française. Elle « *souscrit à ces analyses* » et invite les partisans d'un putsch à rejoindre son « *action pour prendre part à la bataille qui s'ouvre* » (Marine Le Pen, *Valeurs actuelles*, 23 avril).

L'impuissance des chefs sociaux-impérialistes

Les réformistes (PS, PCF, le ministre Mélenchon) ont gouverné à plusieurs reprises en respectant le capita-

lisme français et en trahissant le prolétariat. Les partis réformistes et les bureaucraties syndicales ont appelé à voter Chirac en 2002 et Macron en 2017, prétendument pour se protéger du fascisme. Tout cela a alimenté la démoralisation de la classe ouvrière et le désespoir de la jeunesse, a nourri la confusion des Gilets jaunes et, pour finir, la montée électorale du RN et les agissements des bandes fascistes (GI, AF...).

Face aux menaces des généraux à la retraite, rien ne différencie les candidats Roussel et Mélenchon de Jadot. Les partis « réformistes » (et les bureaucraties syndicales) s'opposent en paroles aux menaces des militaires. En pratique, ils restent impuissants à cause de leur défense commune du capitalisme français et, par conséquent, de l'État bourgeois. Par exemple, lors du débat parlementaire sur le budget 2021, les députés PS, LFI et PCF ont approuvé le budget de l'armée française de 39 milliards d'euros, en hausse de 4,5 %. Ils l'ont même trouvé insuffisant. [voir *Révolution communiste* n° 42]

Ce budget est vanté comme un budget de relance. Il n'en reste pas moins, selon moi, en deçà d'attentes imposées par le contexte. (Alexis Corbière, député LFI, *Intervention à l'Assemblée nationale*, 30 octobre 2020)

Les députés LFI saisissent la justice le 26 avril. Dans sa conférence de presse, le chef de LFI insiste pour ne pas « *confondre une poignée de petits factieux avec l'armée républicaine* » (Jean-Luc Mélenchon, 26 avril), désarmant ainsi par avance le prolétariat face au dernier recours de la bourgeoisie. Les travailleurs doivent, au contraire, comprendre que les 1 200 retraités disent tout haut ce qu'une majorité de la hiérarchie dit tout bas.

L'armée française est bourgeoise. La justice française est bourgeoise. Les bulletins de vote ne constituent pas un barrage aux racistes et aux putschistes. La menace ouverte des généraux, les agissements des groupes fascistes, la répression policière et judiciaire des gilets jaunes, des grévistes et des manifestations ouvrières montrent la nécessité de protéger les manifestations, les grèves, les réunions, les locaux des organisations de la classe ouvrière et des opprimés.

Les travailleuses et les travailleurs doivent imposer le front unique ouvrier des syndicats de salariés et des partis issus de la classe ouvrière : rupture des concertations par les directions syndicales des plans anti-ouvriers, sortie de la cogestion, auto-organisation de services d'ordre et de groupes d'autodéfense, fin des interventions militaires, licenciement de l'armée de métier et de la police nationale, République des travailleurs.

2 mai 2021



Agressions contre la CGT le 1^{er} mai



Aucune violence au sein du mouvement ouvrier !

Le 1^{er} mai à Paris, des membres du service d'ordre et des militants de la CGT ont été violemment attaqués en fin de manifestation par une bande estimée à 150 cagoulés et autres encapuchonnés, faisant 21 blessés dont 4 graves, aux cris de « *CGT collabo* », « *syndicat de merde* », « *à mort les syndicats* », « *enc...* ». À Lyon, des incidents moins graves, mais de même nature, ont également eu lieu pendant la manifestation, entre les premiers rangs syndicaux et des « Black blocs ».

Depuis plusieurs années, les travailleurs constatent que les violences policières sont de plus en plus graves et fréquentes contre les manifestations, laissées plus ou moins livrées à elles-mêmes, faute d'un service d'ordre conséquent. En outre, la tête des manifestations est, dès le départ et de plus en plus souvent, occupée arbitrairement par une mouvance anarchiste sans programme dont les chefs anonymes ne rendent aucun compte, d'aucune manière, aux travailleurs.

Au mieux, ces nihilistes croient s'attaquer au capital et à l'État bourgeois en cassant quelques vitrines, des abribus, en détruisant ici ou là un distributeur de billets et en multipliant les provocations envers les CRS et les gendarmes mobiles. S'y joignent des délinquants dont le seul but est de piller.

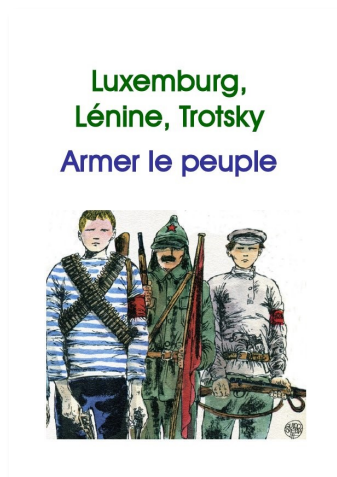
Le capitalisme mondial n'en est même pas égratigné. Par contre, pour l'appareil répressif de l'État, c'est du pain bénit. Les Black blocs sont faciles à infiltrer et les flics en uniforme trouvent dans leurs déprédations et leurs vols un nouveau prétexte pour charger et scinder les cortèges, gazer, frapper et terroriser... les travailleurs et les étudiants qui revendiquent ! L'amalgame entre manifestation, violence et dégradation tourne ensuite en boucle dans les médias qui défendent la bourgeoisie et le gouvernement qui jubile :

J'observe que les manifestations rassemblent de moins en moins de monde, mais qu'elles sont de plus en plus violentes, donc, elles se transforment.
(Marlène Schiappa, *France Info*, 2 mai)

L'agression du 1^{er} mai 2021 n'est pas le fait de groupes fascistes organisés, contrairement à ce que prétend la direction de la CGT, mais elle n'en est pas moins totalement réactionnaire. C'est la réaction imbécile d'une frange de déclassés qui sont victimes de l'inégalité, de la précarité et de l'oppression, écoeurés par la politique complice des directions syndicales. Ils sont manipulés par des chefs bakouninistes qui combinent secret, lumpen et nihilisme. Les chefs des Gilets jaunes (2018-2019) étaient incontrôlés et incontrôlables par leur base mais au moins connus.

Toutes les fractions du NPA, un parti qui flatte l'anarchisme depuis sa conception, refusent de condamner clairement les BB, comme de mettre en cause la corruption de tous les appareils syndicaux actuels et la collaboration de classe qui en est le résultat. Elles leur reprochent tout au plus « des limites », à savoir de ne pas appeler à plus de « journées d'action ».

Nombre de personnes [sic] ont en effet refusé de se solidariser avec la CGT après l'attaque... Du côté des figures des Gilets jaunes, Priscilla Ludosky a par exemple réagi samedi en dénonçant le service d'ordre de la CGT, tandis que Jérôme Rodrigues a pointé la responsabilité de Martinez... Une critique qui va souvent de pair avec un culte de l'action directe minoritaire contre des symboles du capitalisme en tête de manifestation, mais qui peut aussi être portée par des militants ouvriers et syndicaux, conscients des limites de stratégies syndicales refusant de construire un véritable rapport de forces par la grève. (RP-NPA, 5 mai)



Oui, les bureaucraties syndicales, et pas seulement la direction de la CGT, sont responsables d'accepter de discuter et de négocier avec le gouvernement toutes les attaques qu'il met en place, au nom du dialogue social. Les bureaucraties syndicales sont responsables de multiplier les actions disloquées, les journées d'action sans lendemain et, quand la mobilisation se développe comme encore lors du dernier mouvement en défense de nos retraites fin 2019, de refuser de préparer et d'appeler à la grève générale contre le gouvernement. En outre, les camionnettes de la CGT et de FO vendent des boissons alcoolisées dans les manifestations.

Oui, les bureaucraties syndicales ont signé ensemble fin 2018 un communiqué de soutien au gouvernement alors que la police multipliait les blessés dans les rangs des Gilets jaunes en écrivant :

Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU, 6 décembre 2018)

Et on pourrait allonger la liste. Mais en aucun cas l'opposition à cette orientation ne peut et ne doit prendre la forme d'une attaque contre un syndicat et ses militants, sauf à se ranger, qu'on le veuille ou non, du côté des pires ennemis du mouvement ouvrier. C'est par la ré-

flexion et la discussion que les travailleurs doivent faire leur opinion, par le vote au sein des organisations syndicales, des assemblées générales et des organes d'auto-organisation que la classe ouvrière doit décider et élire.

Il faut en finir le plus vite possible avec cette situation dangereuse et délétère qui divise et fait le jeu du gouvernement et de sa police !

Aujourd'hui, le secrétaire général de la CGT Martinez supplie Macron, Darmanin et Schiappa « *de changer de stratégie* » pour « *sécuriser* » les manifestations. C'est une aberration de réformiste qui sème les pires illusions. La police n'est pas du côté des manifestants, c'est le bras armé du gouvernement et de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, contre la jeunesse. D'ailleurs, la police s'en prend régulièrement aux militants syndicaux et aux services d'ordre dans les manifestations comme ce fut le cas le 1^{er} mai 2019 quand Martinez lui-même avait goûté aux lacrymogènes.

Pour protéger les manifestations, front unique ouvrier ! C'est aux manifestants d'organiser eux-mêmes leur service d'ordre en intégrant les services d'ordres des syndicats ! C'est aux manifestants eux-mêmes de décider des mots d'ordre des manifestations. La place de tout militant révolutionnaire est dans ce combat et certainement pas du côté des violences contre les militants syndicaux.

Sur les lieux de travail et d'études, dans les syndicats et les partis, il faut se réunir pour organiser son service d'ordre. Ces groupes ouvriers d'autodéfense ont déjà existé par le passé. Mixtes, formés au combat collectif, ils réunissent massivement des travailleurs et des jeunes prêts à repousser les attaques des ennemis du mouvement ouvrier. Ils permettent de protéger les grèves, les locaux, les manifestants, les réunions et nos organisations des attaques des fascistes et de la police.

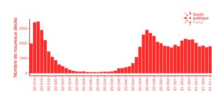
Ce combat est indissociable de celui pour la rupture des syndicats avec le gouvernement, pour la fin de la cogestion, le contrôle des luttes par ceux qui les mènent, le pouvoir des travailleurs.

Front unique ouvrier pour défendre les manifestations contre toutes les attaques !

8 mai 2021



Les hôpitaux à nouveau débordés : Macron coupable



Macron veut punir, aux travailleurs de payer p. 2
Le Général de Gaulle contre les salaires p. 3
La recherche publique étouffée par le capital p. 7
Big Brother à la française p. 10
EDF : retrait du projet Hérault 1 p. 12
La SNCF en crise p. 15
Pour l'émancipation des femmes, révolution sociale ! p. 20
Rassemblement pour le mouvement de la justice p. 21
Royaume-Uni : les conséquences du Brexit p. 23
NFT : le premier gouvernement socialiste p. 25
Espagne : emprisonnement du rappeur Héroïc p. 28

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Assez de massacres de Palestiniens !

Boycott des armes destinées à Israël !

Israël est un État bâti sur l'expropriation violente des Arabes de Palestine, justifiée au nom de l'extermination des Juifs d'Europe par le régime fasciste allemand. La bourgeoisie sioniste a reçu alors l'aide des impérialismes britannique, étasunien, français, allemand et de la bureaucratie de l'ex-URSS.

La nature coloniale d'Israël explique pourquoi sa vie politique s'est déplacée du travaillisme et de la laïcité des débuts au racisme et au cléricalisme d'aujourd'hui. Sa nature coloniale explique pourquoi Israël discrimine ses propres citoyens arabes (20 % de la population qui disposent de 2 % de la superficie). Sa nature coloniale explique pourquoi Israël poursuit son expansion à Jérusalem et en Cisjordanie. Sa nature coloniale explique pourquoi il intervient militairement en Syrie, se livre à des attentats en Iran et détruit périodiquement Gaza (2008, 2012, 2014, 2021).

Malgré la reconnaissance d'Israël en 2020 par les régimes despotiques de Bahreïn, des Émirats arabes unis, du Maroc, du Soudan et en dépit de la campagne internationale dans les pays impérialistes occidentaux pour assimiler toute critique d'Israël à de l'antisémitisme, le sionisme reste inséparable de l'oppression nationale des Palestiniens. Le gouvernement israélien est uniquement juif, l'état-major de l'armée est juif, la police est juive, les tribunaux sont juifs, les lois sont sionistes. Seuls les prisonniers sont palestiniens. Si bien que deux organisations de droits de l'homme l'ont caractérisé récemment comme un « apartheid », Betselem/Israël le 12 janvier 2021 et Human Rights Watch/États-Unis le 27 avril 2021.

À ce moment-là, le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahou (Likoud), au pouvoir depuis 2009, était en suspens : les élections législatives de mars 2021, après trois en deux ans, ne lui ont toujours pas donné de majorité parlementaire alors qu'il est poursuivi en justice pour plusieurs affaires. Il cherche des alliés jusque dans l'aile fasciste du sionisme (Tkuma, Otzma Yehudit, Noam) qu'il a lui-même rassemblée en une coalition électorale. Lors des dernières élections israéliennes, le parti islamiste (Ra'am) a rompu son alliance avec les restes du nationalisme bourgeois panarabe (Ta'al, Balad) et du stalinisme (Hadash) qui ont continué à se présenter ensemble. Netanyahou avait jusqu'au 4 mai pour obtenir une majorité à la Knesset. Mansour Abbas, le chef du Ra'am, a accepté de négocier son éventuel soutien.

Ce qui reste de l'ancienne Palestine, les « territoires palestiniens », ne sont que des bantoustans concédés en 1993 par Israël (et par la Jordanie). Ils sont en outre éclatés géographiquement et politiquement. La Cisjordanie (2,8 millions d'Arabes) est grignotée par la poursuite de

Escalade militaire entre le Hamas et Israël, depuis le 10 mai...

- ★ Tirs de roquette du Hamas
- ☉ Riposte aérienne israélienne

... sur fond de tensions autour de la colonisation israélienne

- ◆ Protestations à Jérusalem-Est, annexée par Israël depuis 1967
- ◇ Ville où l'état d'urgence a été déclaré
- ♦ Violences intercommunautaires
- ▲ Heurts entre les Palestiniens et l'armée israélienne
- Ligne de cessez-le-feu de 1949
- Barrière de séparation

Territoire palestinien contrôlé par...

- ... le Hamas, depuis 2007
- ... l'Autorité palestinienne, zones A et B (contrôle mixte)
- ... Israël, zone C
- Colonies israéliennes



la colonisation sioniste (500 000 Juifs). Elle reste sous le contrôle du Fatah, le vieux parti nationaliste bourgeois discrédité par sa capitulation devant les États-Unis et sa collaboration étroite avec Israël. Mahmoud Abbas est en poste en Cisjordanie depuis 2005. La bande de Gaza est un gigantesque camp de rétention dépendant économiquement de l'aide internationale. Elle est passée sous le contrôle du Hamas, un parti bourgeois islamiste initialement toléré par Israël pour affaiblir le Fatah. Yahia Sinouar, depuis 2017 à la tête de Gaza, avait passé un compromis avec Israël, soigneusement caché à la population, par l'entremise de l'Égypte et du Qatar, moyennant l'arrêt par le Hamas et son rival le Djihad islamique des envois de ballons incendiaires et des tirs de roquettes sur Israël. Abbas et Sinouar avaient annoncé en septembre 2020 des élections générales (législatives en mai, présidentielle en juillet sans candidat islamiste). La mobilisation des Arabes de Jérusalem a bouleversé cet équilibre précaire.

Jérusalem, une ville qui concentre des lieux sacrés pour les religions israélites, chrétiennes et musulmanes, a été partagée entre Israël et Jordanie en 1948. En 1967, Israël a conquis la partie est. Les héritiers des Juifs qui habitaient l'est de la ville avant l'épuration ethnique de 1948 conservent leur droit de propriété tandis que les Arabes qui habitaient l'ouest et qui ont fui les organisations terroristes sionistes (Haganah, Lehi-Stern, Irgoun) l'ont, eux, définitivement perdu : depuis 1980, presque un tiers de la surface de l'est de Jérusalem a été pris aux Arabes. En outre, les Arabes de la partie est, annexée à Israël en 1980, n'ont pas la nationalité israélienne. Ils ont un statut de « résident » qui peut leur être retiré s'ils



s'absentent et qui n'est pas accordé à leur conjoint(e) : depuis 1980, 14 700 Arabes ont vu leur statut révoqué. L'État et le maire fascisant King (Likoud) ont coupé l'est de la ville de la Cisjordanie par un mur et édifié 11 nouveaux quartiers, exclusivement juifs. Depuis 1972, plus de 200 000 Juifs se sont installés à l'est de la ville. La situation y était tendue. Netanyahu a déclenché l'explosion.

À l'ouverture du Ramadan, le 12 avril, la police israélienne des frontières a dressé des barrières pour empêcher les musulmans (tous arabes, même si tous les Arabes ne sont pas musulmans) d'accéder à la place de la porte de Damas. C'est le seul espace ouvert auquel ils ont accès. Le 22 avril, des jeunes arabes de Jérusalem ont riposté victorieusement aux fascistes juifs de Lehava venus agresser les Arabes dans leurs quartiers. Le 25, la police a levé les barrières mais elle a aspergé les rassemblements d'Arabes de « jus de putois » (skunk), un liquide nauséabond (produit par le kibboutz Beit-Alpha) dont la puanteur dure des mois, donne des nausées et oblige à jeter les vêtements qu'il souille. Au même moment, dans le quartier de Cheikh Jarrah à l'est de Jérusalem, plusieurs familles arabes ont appris leur expulsion de maisons construites en 1956 au profit de colons juifs. Le 4 mai, la police militaire a chargé à cheval les manifestants du quartier qui protestaient, les a matraqués et arrosés de jus de putois. Le 7 mai, l'armée a attaqué la mosquée Al-Aqsa, causant 200 blessés. Les soldats ont tiré des balles métalliques recouvertes de caoutchouc, des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes sur les croyants et les journalistes dans la salle de prière. Les Arabes d'Israël ont multiplié des manifestations en soutien aux Palestiniens de Jérusalem.

Le 29 avril, Abbas a reporté les élections en prétextant qu'Israël refusait de laisser voter les Palestiniens de l'est de Jérusalem, comme lors des précédentes scrutins. Le 5 mai, le président israélien demanda à Yaïr Lapid (parti Yesh Atid) d'essayer de constituer un gouvernement. Le 8 mai, la police réprima les manifestants arabes, causant 100 blessés. Le 10 mai, l'aile militaire du Hamas lança une première salve de dizaines de roquettes sur Israël et a continué depuis. La plupart (90 %) est arrêtée par le dispositif défensif de détection et de leurres (« Dôme de fer »).

Le 10 mai, les forces spéciales israéliennes attaquèrent à nouveau la mosquée Al-Aqsa, causant 215 blessés. Des fascistes assassinèrent un Arabe à Lod, au centre d'Israël. Le même jour, l'armée de terre et l'aviation israéliennes commencèrent à bombarder la bande de Gaza. Israël ne fixait aucun objectif. Le ministre de la défense déclara : « *Il y a encore beaucoup de cibles dans le viseur, ce n'est que le début* » (Benny Gantz, 11 mai). Parfois, l'état-major israélien prévenait les habitants des cibles, parfois pas. En tout cas, rien ne protège la bande de Gaza des obus et des missiles autrement redoutables que les ballons et les roquettes gazaouis. L'armée sioniste a détruit systématiquement les tours, à commencer par les immeubles qui abritaient les journalistes, les administrations, les routes, les rares usines. Le 12 mai, Netanyahu a décrété l'état d'urgence à Lod. Le 13 mai, les milices racistes agressèrent systématiquement les Arabes avec la complicité de la police. Un d'entre eux fut lynché près de Tel-Aviv. Le Haut comité palestinien de suivi, les députés arabes de la Knesset, le Fatah ont appelé à une « grève générale » mêlant les patrons, les commerçants et les salariés palestiniens qui a été très suivie le 18 mai en Israël et en Cisjordanie.

Le secrétaire général de l'ONU António Guterres a déclaré le 11 mai : « *Les forces de sécurité israéliennes doivent faire preuve d'un maximum de retenue et calibrer leur recours à la force. Les tirs aveugles de roquettes et de mortiers contre les centres habités israéliens sont inacceptables* ». Ce jugement, sévère pour le gouvernement de Gaza, indulgent pour celui d'Israël, repose sur un travestissement.

Il s'agit d'un combat totalement inégal, d'une guerre asymétrique. Après huit jours, il y avait 12 morts en Israël (9,3 millions d'habitants) et au moins 217, dont de nombreux enfants, dans la bande de Gaza (2 millions d'habitants), sans parler des assassinés en Cisjordanie, où l'armée tire à balles réelles contre des manifestants armés de frondes.

Le gouvernement du Parti démocrate a maintenu l'ambassade étasunienne à Jérusalem. Il a autorisé secrètement en avril une vente d'armes de plus de 700 millions de dollars (*Washington Post*, 17 mai 2021). Il a empêché trois fois, au conseil de sécurité de l'ONU, l'adoption d'une résolution pour simplement appeler à la fin des violences. Le 13 mai, Biden a appelé Netanyahu (mais pas Sinouar) et a déclaré ensuite : « *Israël a le droit de se défendre* ». Le gouvernement français a interdit la manifestation du 15 mai de soutien aux Palestiniens à Paris. Le chancelier réactionnaire autrichien Sebastian Kurz (ÖVP en coalition avec le parti écologiste Grünen) a fait hisser le drapeau israélien à la chancellerie fédérale et au ministère des affaires étrangères à Vienne en « signe de solidarité » avec la politique d'Israël.

Le mouvement ouvrier mondial ne peut mettre sur le même plan les oppresseurs et les opprimés, un État co-

lonial surarmé et une population désarmée. Les travailleurs conscients ne peuvent pas faire confiance aux États alliés à Israël ni au conseil de sécurité de l'ONU. Le sort des Palestiniens ne peut dépendre de l'ONU qui a couvert la mascarade des accords d'Oslo, toujours laissé faire les massacres et la colonisation tout en condamnant, dans le meilleur des cas, les aspects les plus repoussants par des résolutions sans aucune conséquence.

Le sort des Palestiniens ne peut dépendre des bourgeoisies et des monarchies arabes, qu'elles disent soutenir la cause palestinienne par simple souci de ne pas se mettre leur population à dos, ou bien qu'elles la délaissent au profit des relations économiques, diplomatiques et militaires avec Israël. Le dictateur égyptien Sissi ou le régime algérien honni par les manifestants du Hirak ne sont pas plus des points d'appui pour le peuple palestinien que le roi du Maroc ou le prince héritier d'Abou Dhabi. Les Palestiniens ont le droit de se défendre. Ils ne peuvent s'appuyer que sur la solidarité ouvrière mondiale pour résister.

Partout, les organisations ouvrières doivent soutenir les Palestiniens dans les parlements, dans les mairies, par leurs moyens de communication, dans la rue, mais aussi dans les ports et les aéroports. Le 14 mai, des travailleurs portuaires de Livourne (Italie) ont protesté contre une cargaison d'armes et d'explosifs après avoir découvert qu'elle était destinée au port israélien d'Ashdod. Les armes exportées par Israël sont testées sur les Arabes, les armes importées par Israël servent à terroriser et à massacrer les Arabes. Les syndicats du transport de tous les pays doivent refuser d'acheminer les armements à destination d'Israël (le 16^e budget militaire du monde pour la 98^e population du monde) ou en provenance d'Israël (le 8^e exportateur d'armes du monde). Ceux des banques et des télécommunications doivent aussi entraver la guerre sioniste.

La destruction du mur, l'égalité entre Juifs et Arabes, le droit au retour des millions de réfugiés ne pourront être obtenus en maintenant l'État colonial. Une solution démocratique passe par le démantèlement de l'État sioniste, clérical et raciste, belliciste et instrument des vieilles puissances impérialistes au Proche-Orient, ainsi que de la monarchie de Jordanie. Seule la classe ouvrière, unie dans une nouvelle internationale communiste, pourra instaurer une Palestine démocratique, laïque et multiethnique, dans laquelle pourront vivre ensemble musulmans, israéliens, chrétiens, athées... Une telle Palestine ne sera viable que par l'extension de la révolution socialiste, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Proche-Orient.

19 mai 2021

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

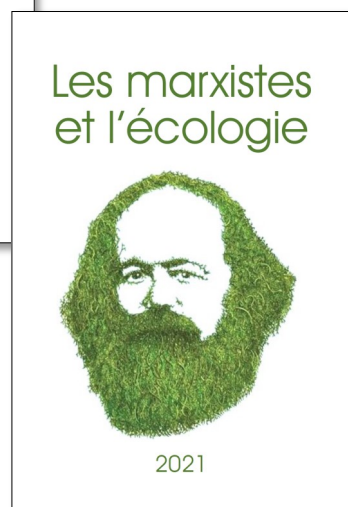


**Derogació de totes les lleis
que criminalitzen
la protesta social!**



CRC n° 18

2020
8 mars, 1^{er} mai, Covid-19
États-Unis, Iran, Inde, Palestine, Turquie
LO/France et l'armée, Piketty, FT-VP/Brésil,
Samuel Paty
Trotzky, Engels, mouvement ouvrier en
Palestine et Israël, programme de 1880
COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4



CRC n° 26

Combats avec les communistes internationalistes !
groupe.marxiste.inter@gmail.com

Palestine Israël assassin, Macron complice !

76 ans de soutien de l'État impérialiste français à la colonisation de la Palestine

Il y a une grande continuité entre la 5^e République et la 4^e, entre Macron et les précédents présidents de la 5^e.

Durant la 2^e guerre mondiale, l'État et sa police ont collaboré avec le 3^e Reich pour exterminer les Juifs étrangers réfugiés et les Juifs français. Ensuite, la 4^e République permit aux dirigeants sionistes de mener des activités sur son territoire, d'envoyer des armes et d'organiser l'immigration juive vers la Palestine. Elle hébergeait les terroristes sionistes comme David Ben Gourion (Haganah) ou Yitzhak Shamir (Lehi). En 1947, l'ONU, sous impulsion du gouvernement américain, avalisait la colonisation en cours et acceptait la formation d'un État juif en Palestine (résolution 181, votée par la France). Dès sa formation, l'État français reconnut Israël qui était le résultat en 1948 de l'expulsion violente de la majorité des Arabes de son territoire qui est bien plus vaste que ce qu'avait accordé l'ONU. En 1956, des avions de chasse Dassault Mystère 4 furent livrés discrètement à Israël. Quand le dirigeant nationaliste panarabe d'Égypte Gamal Nasser nationalisa le canal de Suez, l'armée française tenta de l'empêcher avec la britannique et l'israélienne mais l'intervention fut bloquée par l'URSS et les États-Unis. En 1957, l'État français fournit secrètement à Israël de quoi préparer l'arme atomique.

L'accord nucléaire dissimulé fut reconduit après la prise de pouvoir par le général Charles de Gaulle. Celui-ci étendit la coopération à la mise au point conjointe de missiles (les modèles israéliens Shavit puis Jéricho lui devaient beaucoup). La France exportait alors largement ses armements en Israël. En 1967, lors de l'attaque contre l'Égypte et l'invasion de la Syrie et de la Jordanie, le chasseur-bombardier Dassault Mirage 3 se révéla très utile à l'armée israélienne. Parallèlement, l'État français ménageait aussi les États arabes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient qui lui fournissaient du gaz et du pétrole et

lui achetaient des armements. À la suite de son offensive, Israël prit le Sinaï à l'Égypte, la bande de Gaza et la Cisjordanie (dont l'est de Jérusalem) à la Jordanie et le plateau du Golan à la Syrie. La résolution 242 de l'ONU, votée par la France, demanda le retrait des nouveaux territoires occupés par Israël (1-a), ce qui entérinait toute la colonisation antérieure à 1967 et garantissait « l'inviolabilité territoriale de chaque État de la région » (2-b).

L'attaque du Liban par Israël en 1968 refroidit un peu plus les relations avec la France. Israël se tourna vers les États-Unis. Néanmoins, en 1972, un accord secret permit de livrer des pièces détachées pour maintenir la flotte d'avions Mirage. En 1982, le président François Mitterrand (à la tête d'un gouvernement PS-PCF-PRG-PSU) visita Israël. Devant le parlement (« Knesset »), il affirma la

continuité de l'orientation impérialiste française : « *les efforts constants pour que le droit d'Israël à l'existence soit universellement admis et pour qu'il soit reconnu du même coup son droit à obtenir les moyens de cette existence* ». En 2002, le président Jacques Chirac consacra un rapprochement diplomatique en invitant le premier ministre Ariel Sharon en France. Nicolas Sarkozy poursuivit la même politique : défense d'Israël dans les frontières antérieures à 1967 et soutien à la création d'un État palestinien sur les restes de la Palestine (Gaza, Cisjordanie). Le président François Hollande soutint Israël dans son refus que l'Iran se dote aussi de l'arme atomique. Il déclare à la Knesset en 2013 : « *la position de la France, c'est un règlement négocié pour que les États d'Israël et de Palestine, ayant tous deux Jérusalem pour capitale, puissent coexister en paix et en sécurité* ».

Macron interdit le rassemblement de soutien aux Palestiniens à Paris

Une fois élu, le président Emmanuel Macron prit la suite. La nouveauté qu'il introduisit fut d'assimiler l'antisémitisme à l'antisionisme. Devant son invité le premier ministre israé-





Paris, 16 juillet 2017, Macron et Netanyahu

lien Benjamin Netanyahu, il inventa en juillet 2017 que « l'antisémitisme est la forme réinventée de l'antisémisme ».

Il est vrai que parmi les courants hostiles à Israël, certains le sont par haine des Juifs. Il est aussi vrai que plus d'un dirigeant du mouvement sioniste avait collaboré avec le régime nazi. Il est également connu que bien des alliés d'Israël sont des antisémites plus ou moins camouflés, comme le parti fascisant FPÖ qui gouverne l'Autriche en alliance avec le parti écologiste Grünen, le parti fascisant Fidesz qui gouverne la Hongrie en alliance avec le parti démocrate-chrétien KDNP, la dynastie islamiste d'Arabie saoudite...

L'Autriche a hissé le 14 mai sur des bâtiments officiels le drapeau israélien en signe de « solidarité face aux attaques dirigées depuis la bande de Gaza par le Hamas et d'autres groupes terroristes »... Le FPÖ est un parti d'extrême droite, fondé par d'anciens nazis, qui est régulièrement éclaboussé par des scandales liés à l'antisémitisme. (AFP, 14 mai 2021)

Quand, en novembre 2017, Macron rendit visite au monarque Mohammed ben Salmane, il oublia de dénoncer l'antisémitisme – bien réel – répandu avec le salafisme et le djihadisme dans le monde entier par l'Arabie saoudite. Le gouvernement, LR et le RN et les médias réactionnaires ont ensuite mené une campagne de calomnie contre l'université et le syndicat étudiant UNEF, taxés « d'islamo-gauchisme ».

En avril 2021, quand Israël réprime les Arabes de Jérusalem à l'occasion du Ramadan, le gouvernement français couvre les agissements racistes de sa propre police, se tait. En mai, quand Israël déclenche une véritable guerre contre la zone surpeuplée et sans défense de Gaza, détruisant comme en 2008, 2012 et 2014 les infrastructures, Macron affirme qu'il « est déterminé à oeuvrer avec l'ensemble des parties pour mettre un terme au plus vite à l'escalade de la violence ». Il s'entretient avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas le 13 mai.

Il lui a présenté ses condoléances, en ce jour de fête religieuse, pour les nombreuses pertes de civils palestiniens résultant des opérations militaires et des affrontements en cours avec Israël. Il a fermement condamné les tirs revendiqués par le Hamas et d'autres groupes terroristes visant le territoire israélien, mettant en grave danger la population de Tel Aviv et d'autres villes israéliennes et nuisant à la sécurité de l'État d'Israël. Il lui a enfin demandé d'user de tous les moyens de son influence pour que le calme soit rétabli au plus vite. (Communiqué de presse, 13 mai 2021)

Puis Macron discute avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 14.

Le Président de la République s'est entretenu, aujourd'hui, avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Il lui a présenté ses condoléances pour les victimes des tirs revendiqués par le Hamas et d'autres groupes terroristes qu'il a, une nouvelle fois, fermement condamnés. En ce jour anniversaire de la création de l'État d'Israël, le Président de la République a rappelé son attachement indéfectible à la sécurité d'Israël et de son droit à se défendre dans le respect du droit international. (Communiqué de presse, 14 mai 2021)

En fait, il ne consulte pas « toutes les parties » puisqu'il oublie le chef du gouvernement de la bande de Gaza, Yahia Sinouar. Il est vrai que le Hamas n'est pour lui, comme pour le gouvernement autrichien, qu'un « groupe terroriste ». Et son avis sur les responsabilités n'est pas plus neutre. Il voit la paille des quelques roquettes tirées par le Hamas et son compère le Djihad islamique mais pas la poutre du terrorisme à grande échelle d'un État surarmé contre une population civile concentrée, paupérisée et sans défense.

Quand Macron parle à Abbas, il condamne les tirs de roquettes visant le territoire israélien (protégé par un dispositif électronique sophistiqué) mettant en grave danger la population (environ 10 morts à ce moment-là). Quand il s'adresse à Netanyahu, Macron ne condamne pas les bombardements systématiques, par bombes et missiles de grande précision, de la zone de Gaza qui est dépourvue de toute défense (environ 200 morts à ce moment-là). Les deux fois, il parle de la sécurité d'Israël, aucune fois de la sécurité de la population de la bande de Gaza.

Son ministre de l'intérieur Darmanin a interdit le rassemblement de soutien aux Palestiniens appelé le 15 mai à Paris sous prétexte de possibles « débordements antisémites ». Le 12 mai, la police de Macron et Darmanin a arrêté Bertrand Heilbronn, le président de l'Association France Palestine (AFPS). Faire passer l'AFPS, la Ligue des droits de l'homme (LDH) et la confédération syndicale Solidaires (SUD) pour des antisémites, il fallait oser !



15 mai 2021, Paris, manifestation interdite par Macron-Castaner-Darmanin

Implorer Macron d'imiter Biden ?

Les partis ouvriers bourgeois (PS, PCF, LFI...), les bureaucraties syndicales (CFDT, CGT, UNSA, Solidaires, FO...) et les associations qu'ils contrôlent (AFPS, LDH...) ne mettent aucunement en cause l'existence d'Israël.

Le Parti socialiste réitère son souhait que la France agisse avec d'autres États membres européens en faveur de la reconnaissance de l'État de Palestine aux contours prévus par les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU. (PS, Communiqué, 11 mai 2021)

La France doit s'exprimer clairement en faveur du droit et de la justice : la colonisation de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie doit immédiatement prendre fin... les Palestiniens doivent disposer de leur État dans les frontières de 1967 et pouvoir vivre libres aux côtés de l'État d'Israël. (Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, 14 mai 2021)

Avec la Confédération Syndicale Internationale, FO considère que la solution acceptable et durable est la mise en oeuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et le lancement de négociations pour l'établissement des conditions économiques et sociales indispensables à la coexistence pacifique et en démocratie des États israélien et palestinien. (FO, Communiqué, 17 mai 2021)

S'en tenant à la position traditionnelle de la bourgeoisie française, les « réformistes » en appellent à l'ONU qui a toujours entériné la colonisation de la plus grande partie de la Palestine. Comme leur État impérialiste, les « réformistes » défendent le mythe de la coexistence d'un Israël surarmé aux côtés d'un État bantousthan palestinien. Pour l'AFPS, les « territoires occupés » ne vont pas du Jourdain à la mer ; ils se réduisent au Golan, à des quartiers de Jérusalem et aux colonies en Cisjordanie.

Dans les rassemblements du 15 mai, l'AFPS fait signer une pétition de « personnalités » (du PCF ou de LFI) adressée à « Monsieur le président de la République ».

Nul ne comprendrait que la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui se veut acteur majeur de la diplomatie... continue à se taire ou, pire, à renvoyer dos à dos agresseurs et agressés. Le président Joe Biden a appelé les autorités israéliennes à renoncer à toute escalade. (Manon Aubry, Clémentine Autain, Eric Coquerel, Pierre Laurent, etc. Protéger les Palestiniens de Jérusalem, la France doit agir, 11 mai 2021)

Donner comme modèle à suivre le représentant politique de l'impérialisme le plus puissant de la planète est pitoyable. Biden s'est situé à droite de Macron jusqu'à présent, en refusant au « conseil de sécurité » de l'ONU de voter une simple résolution pour le retour au calme. Plus important, derrière les palinodies de la « communauté internationale » et de la diplomatie, Biden a autorisé le 5 mai une colossale vente d'armes à Israël (735 millions de dollars).

Pour un front unique ouvrier en défense des Palestiniens

Il y a un peuple opprimé et un État colonisateur de A à Z, il y a d'un côté des frondes et des roquettes et de l'autre un État surarmé.

Au lieu de pleurnicher auprès de Macron, le mouvement ouvrier (partis et syndicats) doit appeler dans l'unité à des manifestations de rue en défense inconditionnelle des Palestiniens, et surtout organiser à l'échelle internationale le boycott des transports d'armes, de renseignements et de fonds à Israël.

Boycott des envois d'armes à Israël ! Arrêt immédiat de la guerre aux Palestiniens ! Arrêt des ratonnades contre les Arabes à Jérusalem et en Israël ! Autodéfense contre les racistes et la police !

Fin du blocus de la bande de Gaza ! Liberté de circuler des Palestiniens ! Droit au retour des réfugiés !

Libération des prisonniers politiques palestiniens ! Respect des musulmans à Jérusalem ! Destruction du mur d'apartheid ! Dissolution des colonies de Cisjordanie !

À bas l'État d'Israël, colonial, raciste et théocratique ! Une seule Palestine, démocratique, bilingue et laïque, avec les mêmes droits pour les Arabes que pour les Juifs !

La bourgeoisie palestinienne, tant sa branche nationaliste panarabe (Fatah) que sa fraction cléricale panislamique (Hamas) est incapable de réaliser une telle tâche et en particulier de s'adresser aux travailleurs juifs d'Israël.

Contre la bourgeoisie israélienne, les puissances impérialistes et leur ONU, la libération nationale ne peut être menée à bien que par la classe ouvrière unie de la région (Arabes, Juifs, Turcs, Kurdes, Perses...). La Palestine libérée et unifiée ne sera viable que dans le cadre des États-Unis socialistes du Levant et la fédération socialiste de la Méditerranée.

20 mai 2021

1^{er} mai Prolétaires de tous les pays, unissons-nous dans une internationale révolutionnaire !

Depuis le début de l'année 2020, avec la propagation mondiale de la pandémie COVID-19 et la nouvelle crise économique, toutes les calamités que le capitalisme fait subir à l'humanité et à la nature sont plus évidentes que jamais. 137 millions de malades, 3 millions de morts et une nouvelle vague qui entraîne de nouveaux confinements dans tous les continents, prouvent la mauvaise gestion de la pandémie par tous les États bourgeois, incapables de l'avoir prévenue et encore plus incapables d'y faire face.

Ce sont les classes laborieuses (prolétariat, petite bourgeoisie indépendante, petite bourgeoisie salariée) qui subissent le plus les conséquences, tandis que les firmes capitalistes en profitent pour multiplier leurs sources de profit au détriment des besoins sociaux élémentaires (vaccins, médicaments et matériel sanitaire, protection individuelle et professionnelle, dispositifs de télétravail...).

Nous, travailleuses et travailleurs qui assurons la production, les échanges, les services, courons le plus grand risque de contagion et de décès ainsi que des pires séquelles de la maladie, en raison de l'engorgement des systèmes de santé. Nous supportons également le poids du chômage et la menace croissante de la faim, de l'enfermement dans des logements surpeuplés, des expulsions pour non-paiement de loyer, des fermetures d'écoles de nos enfants.

En revanche, pour la classe capitaliste, la situation ouvre « l'opportunité » de se ressourcer en exploitant de nouvelles « niches de marché » autour des dépenses de santé et de l'industrie prétendument « verte ». Cette classe empoche l'argent public pour des montants qui atteignent des sommets historiques dans chaque pays. De leur côté, les banques et fonds d'investissement, en tant que créancier ou gestionnaire de la dette publique supplémentaire générée par les coûts exorbitants de la pandémie, touchent des intérêts.

Les travailleurs, salariés, indépendants ou informels, dans le meilleur des cas, reçoivent de la part des gouvernements des allocations misérables et tardives qui ne font qu'atténuer un peu la gravité de la situation : le minimum possible pour éviter, selon les gouvernants, les explosions sociales ou les émeutes de la faim.

Les grands bénéficiaires, aux dépens des besoins médicaux mondiaux, sont les entreprises pharmaceutiques. Ces entreprises ont développé leurs produits essentiellement grâce aux subventions publiques ou à la recherche scientifique publique, dominant la négociation des prix et la distribution de leurs produits, car aucun État ou alliance d'États (comme l'Union européenne) ne remet en cause la propriété de leurs brevets ou leur « liberté sacrée » de prendre leurs décisions en fonction des demandes du plus

offrant. Au milieu de la tragédie mondiale, elles multiplient leurs profits et sont l'objet de la spéculation boursière.

Par conséquent, la disponibilité des vaccins est extraordinairement limitée, non pas par la capacité de production mondiale, mais par les intérêts financiers des entreprises pharmaceutiques. De plus, la répartition de ces produits entre les différents pays suit les mêmes règles de hiérarchie et de domination de l'économie dans son ensemble : priorité aux États impérialistes, indépendamment de leurs besoins à un moment donné. Le respect de la propriété privée, la recherche du profit des entreprises, les réponses nationalistes et non coordonnées des États sont incompatibles avec une lutte efficace et rapide.

Le résultat est que la pandémie s'éternise, que la dette publique mondiale atteint le plus haut niveau jamais mesuré (99 % du PIB mondial en 2021, selon le FMI), qu'après l'effondrement de l'économie en 2020, la reprise économique est lente et que l'emploi mondial mettra du temps à retrouver les niveaux de 2019. En effet, après la perte de l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein en 2020 (soit quatre fois plus que lors de la crise de 2009), l'OIT prévoit pour 2021 que, dans tous les pays, seule la moitié des emplois détruits sera récupérée et que le chômage continuera de toucher plus particulièrement les femmes travailleuses et les jeunes.

La situation renforce les contradictions entre les grands pays impérialistes, principalement entre une Chine en expansion et les États-Unis en déclin mais toujours dominants, et aussi les puissances impérialistes secondaires (Russie, Allemagne, Japon, France...). Les tensions augmentent entre les membres de l'Union européenne (dont la manifestation la plus grave est la sortie du Royaume-Uni) et entre les puissances régionales du Proche-Orient (Israël, Iran, Turquie, Arabie saoudite). Tout cela génère la menace constante de nouvelles guerres commerciales, mais aussi militaires, notamment en Afrique et en Asie.

Mais les contradictions ne se développent pas seulement entre les États. La situation économique mondiale affecte différemment les couches et les secteurs de chaque bourgeoisie. Les contradictions, qui existent toujours dans cette classe très stratifiée et hiérarchisée, sont exacerbées lorsque le gâteau à partager devient plus petit et plus fragile. À l'intérieur des pays, les tensions au sein des classes dirigeantes se manifestent par d'âpres luttes politiques pour le contrôle de l'État national, afin d'obtenir de celui-ci un soutien juridique, éco-

nomique ou même militaire privilégié (à l'étranger). La crise politique américaine de 2020 a exprimé l'ampleur actuelle de ces contradictions, qui érodent aussi sérieusement les systèmes politiques au Brésil, en Angleterre, en Espagne, en Italie, en Israël...

Cependant, la classe dirigeante s'accorde pour faire payer aux travailleurs les conséquences des crises et de la dette publique afin de sauver son système économique. Dans tous les pays, la catastrophe pandémique sera suivie d'attaques violentes contre les conditions de vie et les acquisitions sociales de la classe ouvrière, comme celles qui se préparent déjà en Espagne avec de nouvelles réformes contre le droit du travail et le système de retraite.

Depuis de nombreuses années, même dans les pays les plus « *démocratiques* », les États renforcent les pouvoirs de la police et de l'armée, réduisent les libertés et criminalisent la contestation sociale. En outre, le début de la pandémie a donné un nouvel essor à cette tendance réactionnaire, qui sera renforcée dans la mesure où la révolte sociale va inévitablement croître.

Chaque jour qu'il survit, le capitalisme accentue la destruction de la planète, favorisant les catastrophes écologiques, climatiques, pandémiques, humanitaires. Chaque jour qu'elle survit, la classe dirigeante plonge l'humanité dans un niveau de barbarie plus élevé, sortant d'une crise pour entrer dans une autre plus grave.

Dans tous les pays, d'une manière ou d'une autre, les exploités et la jeunesse privée d'avenir résistent et luttent. Parfois sous forme d'énormes mobilisations en Algérie, en Pologne, en Biélorussie, aux États-Unis, en Inde en 2020, en Birmanie et de nouveau en Algérie au début de 2021.

Mais ils n'ont pas de programme clair qui unisse tous les exploités et les opprimés derrière la classe productrice, pour construire une nouvelle société sans classe qui gère l'économie pour la satisfaction des besoins sociaux présents et futurs : l'association libre des producteurs.

Ils n'ont pas de parti révolutionnaire qui empêche la conscience et l'action des masses d'être empoisonnées et détournées par les dirigeants des partis réformistes et par les bureaucraties syndicales vers des illusions parlementaires, le chauvinisme et des compromis avec des fractions de la bourgeoisie.

Ils n'ont pas d'internationale ouvrière révolutionnaire qui mène les travailleurs du monde vers la résolution définitive des principaux problèmes de l'économie, de l'environnement, de la santé publique ou du pourrissement social, qui ne sont pas nationaux et ne peuvent être résolus dans les limites d'un État.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs et travailleuses conscients à construire avec nous ces instruments révolutionnaires, nouvelle internationale com-

muniste et parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays.

Gratuité de tous les soins de santé ! Confiscation sans indemnité des cliniques privées, des groupes pharmaceutiques, des entreprises qui peuvent produire des masques, des vêtements de protection, des respirateurs, des tests, des médicaments antiviraux... ! Contrôle par les travailleurs de ces productions ! Annulation de tous les brevets sur les équipements et les traitements médicaux ! Satisfaction immédiate des demandes des travailleurs de la santé ! Financement des mesures urgentes de santé et de protection sociale au moyen d'un impôt fortement progressif sur le revenu et avec l'argent provenant de l'annulation des subventions au capital, des dépenses militaires et des subventions aux religions ! Coordination de la production de matériel médical et distribution internationale au rythme de la progression de l'épidémie ! Collaboration internationale pour la distribution de ressources médicales et la recherche de vaccins et de traitements sûrs ! Auto-organisation des travailleurs et des voisins en comités pour contrôler l'accomplissement des mesures nécessaires pour arrêter la pandémie !

Interdiction de tous les licenciements, maintien de tous les emplois, diminution du temps de travail et embauche ! Congé financé par l'État pour les personnes qui doivent s'occuper de leurs enfants ! Interdiction des expulsions de logement ! Confiscation des hôtels et des logements inoccupés (pour les malades légers, les sans-abris, les femmes battues, les familles vivant dans des logements surpeuplés ou délabrés, etc.) ! Suspension des loyers des logements et des remboursements aux banques pour les crédits immobiliers ou à la consommation ! Garantie d'un logement décent, d'une alimentation suffisante, d'un approvisionnement en eau, en énergie et en communication pour toute la population !

Fin des interventions militaires et fermeture des bases étrangères ! Émancipation des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes, Ouïgours, Rohingyas...) ! Légalisation immédiate de tous les migrants ! Dehors les corps répressifs et l'armée des quartiers !

Contrôle des travailleurs sur l'activité des services et entreprises essentiels et sur la fermeture de ceux qui ne le sont pas ! Socialisation des groupes capitalistes ! Gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers, la destruction de l'État bourgeois et la dissolution de l'armée professionnelle, des corps de répression policiers et des bandes fascistes par les travailleurs en armes ! Plan de production décidé par la population pour satisfaire les besoins sociaux tout en préservant l'environnement et l'avenir de l'humanité ! Pour une fédération socialiste mondiale ! Socialisme ou barbarie !

Collectif révolution permanente
(Autriche, Espagne, France, Turquie)

Colombie À bas Duque, sa répression et tous ses projets de faim et de misère ! Grève générale ! Gouvernement ouvrier et paysan !



La Colombie connaît actuellement un véritable soulèvement ouvrier et paysan réprimé avec une violence inhabituelle par le gouvernement d'Iván Duque (Centro Democrático), héritier politique de l'ancien président, grand propriétaire terrien, trafiquant de drogue et organisateur de milices paramilitaires, Álvaro Uribe.

Depuis le 28 avril, des centaines de milliers de travailleurs des villes, d'étudiants et de paysans pauvres, dont beaucoup appartiennent à des peuples indigènes, ont abandonné le travail, paralysé les villes, bloqué les routes principales, affronté les forces de police militarisées, pris d'assaut les postes de police pour libérer les détenus. À ce jour, le gouvernement reconnaît que 42 manifestants ont été tués, que des milliers ont été blessés et des associations recensent plus de 70 personnes disparues. Le gouvernement a retiré le projet de loi fiscale qui visait à introduire une taxe sur les denrées alimentaires, les biens et les services de première nécessité et à accroître le fardeau fiscal des classes populaires. Mais ni la répression ni ce retrait n'ont mis fin aux grèves et à la mobilisation.

Le signal de départ a été le 28 avril une des innombrables « grèves nationales » d'une journée appelées par le Commandement national de la grève, composé des directions des trois principales confédérations syndicales (CUT, CTC et CGT), du syndicat des enseignants (FECODE) et d'organisations de défense des peuples indigènes.

La grève a été étendue, les manifestations turbulentes. Elles ne se sont pas terminées à la fin de la journée, comme l'exigeaient les dirigeants syndicaux, mais ont continué, même lorsque, le 1^{er} mai, le président a ordonné l'état de siège. Elles se sont poursuivies le 2 mai, malgré le retrait du projet de réforme fiscale, et elles se poursuivent quinze jours plus tard, ignorant les « négociations » du Commandement national de la grève avec Duque et les appels au retour à la « normalité ».

L'explication est simple. La mobilisation ne répondait pas seulement au projet fiscal. Elle ne se réduisait pas à une simple secousse sociale provoquée par la crise sanitaire et l'aggravation du chômage et de la pauvreté. Les mobilisations actuelles aussi sont le prolongement de celles de fin 2019, paralysées par la pandémie et l'enfermement. Comme à l'époque, les objectifs répondent à la lutte contre le projet gouvernemental qui vise à :

- éliminer les pensions de retraite en tant que droit des travailleurs et les privatiser complètement,
- supprimer le salaire minimum unique pour l'ensemble du territoire national (en régionalisant son

montant) et pour tous les travailleurs (les jeunes ne recevraient que 75 %),

- privatiser de nombreuses entreprises publiques,
- renforcer la législation répressive et l'armement de la police militarisée.

Comme en 2019, les syndicalistes, les militants sociaux et les paysans pauvres exigent également « le respect des accords de paix de 2016 », c'est-à-dire la fin des exécutions paramilitaires dans les villes et les campagnes. Rappelons que rien qu'en 2020, plus de 300 militants de toutes sortes d'organisations sociales ont été assassinés. Les accords de paix comprenaient également des clauses (non respectées) promettant de restituer aux paysans une grande partie des terres dont ils avaient été expulsés pendant la guerre civile et qui se sont retrouvées entre les mains de propriétaires terriens ou de sociétés pétrolières et minières.

En plus de ces revendications, la crise pandémique a mis les demandes de soins de santé à l'ordre du jour. En 2008, Uribe avait complètement privatisé l'Institut de sécurité sociale, l'organisme public qui gère les soins de santé publics. Aujourd'hui, la santé est gérée par un réseau très complexe d'entreprises, dont la part du lion est détenue par des capitaux américains. Le système s'est effondré en 2013, avec des non-paiements généralisés et le refus des entreprises de fournir des services de santé à la population sans ressources. Le système de santé ne s'est jamais remis de cet effondrement (les dettes et les litiges avec les entreprises se poursuivent) et s'est trouvé, lors de la pandémie, sans volonté ni capacité de faire face aux besoins urgents en matière de personnel, d'installations et d'approvisionnement en médicaments. En 2020-2021, des dizaines de milliers de décès évitables - dus au Covid-19 et à de nombreuses autres maladies - ont résulté de la privatisation des soins de santé.

En outre, la crise économique qui s'est combinée à la pandémie a fait grimper le chômage au niveau le plus élevé enregistré au cours des 20 dernières années, multipliant le travail informel et l'insécurité alimentaire. Les dernières données du Departamento Nacional de Estadística estiment qu'en 2020, 3,6 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté, pour atteindre 42,5 % de la population. La même agence estime que 1,7 million de familles colombiennes n'ont pas accès à 3 repas par jour.

Cependant, les bureaucrates du Commandement national de la grève n'y voient aucune raison pour renverser le président et son gouvernement. Comme en 2019,



ils maintiennent la politique de convocation des journées de grève (28 avril, 5 mai, 12 mai...) comme simple moyen de pression pour engager des négociations qui n'aboutissent jamais, mais qui démobilisent les masses par épuisement. Voici le bilan de certains des protagonistes de la réunion de négociation du 10 mai 2021 :

« Il n'y a pas eu d'empathie du gouvernement pour les motifs, les revendications qui nous ont conduits à cette grève nationale, il n'y a pas eu d'empathie avec les victimes de la violence qui a été exercée de manière disproportionnée contre les manifestants qui ont agi de manière pacifique », dit Francisco Maltés, président de la Centrale des travailleurs unitaires (CUT). Pour sa part et à l'issue de la réunion, le haut-commissaire pour la paix, Miguel Ceballos, a déclaré que « il y a une coïncidence dans le rejet de la violence et une tolérance zéro pour toute conduite des forces de sécurité qui va à l'encontre de la Constitution et de la loi »... « Dans ce contexte de consultation, nous avons demandé aux membres du Comité national de grève s'ils étaient d'accord avec le gouvernement pour créer un cadre de discussion avec la présence et la garantie des Nations unies et de l'Église catholique, ce à quoi ils ont répondu par l'affirmative, ce que nous apprécions », a déclaré le fonctionnaire. (CNN en espagnol, 10 mai 2021)

Alors que les masses, à Cali et dans le reste du pays, sont déterminées à en finir avec Duque et ses projets de famine et de privatisation, alors que chaque jour il y a des affrontements avec la police qui produisent un mort après l'autre, les dirigeants syndicaux pleurnichent parce que le gouvernement n'a aucune empathie ! Comme si ce n'était pas le gouvernement qui veut faire porter le poids de la crise sur les travailleurs et qui a militarisé les villes et envoyé les forces spéciales de la police pour assassiner les manifestants.

Au plan politique, les héritiers du stalinisme version Moscou, Pékin ou La Havane (Colombia Humana, Polo Democrático Alternativo, FARC-Comunes) s'inclinent tous devant le capitalisme et l'État bourgeois. Aucun ne se pro-

nonce pour la rupture des négociations et l'autodéfense des masses.

La classe ouvrière, les paysans pauvres, la jeunesse issue des classes laborieuses ne peuvent attendre de ces dirigeants rien de nouveau ou de différent de la trahison systématique des intérêts des masses. Ils doivent organiser des assemblées générales et élire des comités dans les entreprises et les administrations, créer des conseils dans les quartiers, dans les villages, dans les universités, centraliser les organes de base régionaux et nationaux pour constituer la direction politique des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants et des peuples indigènes. Ils doivent créer leurs propres milices d'autodéfense face aux attaques de la police et des paramilitaires.

Pour gagner et mettre un terme définitif à tant de misère et d'oppression, ils doivent s'organiser en un parti ouvrier révolutionnaire pour renverser le gouvernement bourgeois et le remplacer par leur propre gouvernement.

À bas Duque et tous ses projets de famine et de misère ! Non aux négociations du Commandement national de la grève avec le gouvernement ! Grève générale ! Rupture de toutes les organisations de travailleurs et d'opprimés avec Duque et l'État bourgeois ! Une seule confédération syndicale démocratique et de lutte de classe !

Libération des disparus ! Désarmement et dissolution de la police, des milices paramilitaires et de l'armée ! Milices ouvrières et paysannes pour les remplacer !

Assemblées et conseils dans les entreprises, les universités, les quartiers et les administrations pour constituer la direction politique des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants et des peuples indigènes !

Vaccins gratuits pour tous ! Annulation sans compensation de toutes les privatisations, en commençant par les soins de santé publics ! Des soins de santé publics universels, gratuits et de qualité !

Un enseignement public universel, laïc et gratuit à tous les niveaux !

Diminution du temps de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la fin du chômage !

Expropriation des banques, des grands groupes énergétiques, miniers, industriels, agroalimentaires, de transport, de communication, etc., sous contrôle ouvrier !

Expropriation des grands domaines sans compensation ! Socialisation de la terre et remise aux paysans !

Respect des peuples autochtones et des minorités nationales !

Expulsion des bases américaines de toute l'Amérique latine !

Pour un gouvernement des travailleurs de Colombie ! Pour les États-Unis d'Amérique latine !

12 mai 2021

Brésil Quelles perspectives pour la classe ouvrière ?

Bolsonaro face à la pandémie de la Covid

Fin février 2020, au début de la pandémie au Brésil, le président Jair Bolsonaro qualifiait le coronavirus « *de simple grippette* ». Contaminé lui-même le 7 juillet 2020, il avait attribué sa guérison à l'hydroxychloroquine, encourageant les Brésiliens à en prendre au petit déjeuner. Soudard homophobe et machiste, il lançait le 10 novembre 2020 : « *Aujourd'hui, il n'y en a que pour la pandémie, il faut en finir avec ça... Il faut arrêter d'être un pays de maricas* [poules mouillées, tapettes] ». Le 17 décembre, le jour même où la Cour suprême rendait la vaccination contre le Covid obligatoire, mais non forcée, dans le pays, il moquait le vaccin Pfizer.

Pour Bolsonaro, quoi qu'il se passe, l'activité économique ne doit pas s'arrêter. Périodiquement, il enjoint à la population de cesser de se plaindre. « *Arrêtez de geindre, ça suffit avec ces histoires... vous allez pleurer jusqu'à quand ?* », a-t-il encore lancé le 5 mars 2021. Mais les chiffres de la contamination et de la mortalité dues au Covid au Brésil sont effrayants et l'épidémie est hors de contrôle. Après une première vague déjà terrible, un variant particulièrement contagieux et plus mortel s'est développé à partir de la région de Manaus. Au 14 mai 2021, selon le centre de recherche de l'Université américaine John Hopkins, 430 417 morts ont été recensés, mais ce chiffre est sous doute largement sous-évalué. Le taux de mortalité atteint presque 6 % des cas à Rio de Janeiro. Le taux d'incidence de la contamination dépasse les 16 000 cas pour 100 000 habitants dans la région de Manaus, il est systématiquement de plusieurs milliers de cas pour 100 000 habitants dans toutes les grandes villes.

Le 15 mars Bolsonaro annonce soudainement qu'il faut accélérer la campagne de vaccination et dit vouloir changer de cap. Il nomme un cardiologue comme quatrième ministre de la Santé, le précédent, un général sans aucune compétence médicale, avait lui-même remplacé un ministre démissionnaire après moins d'un mois d'exercice ! Des commandes supplémentaires de vaccins sont lancées.

La bourgeoisie décide d'encadrer Bolsonaro

Qu'est-ce donc qui l'a fait changer d'avis ? Une soudaine prise de conscience des réalités scientifiques ? Certainement pas, Bolsonaro revendique un obscurantisme crasse dans la ligne des évangélistes, pour qui le virus est un fléau de Dieu et le salut dans la prière. Une mobilisation des organisations ouvrières ? Pas plus, les directions des organisations ouvrières, arguant des mesures sanitaires, n'ont appelé à aucune mobilisation sérieuse. La raison de ce revirement trouve sa source dans

l'effroi de fractions importantes de la bourgeoisie, qui n'acceptent plus sa gestion calamiteuse de la pandémie.

Le PIB a chuté entre 4 % et 5 % en 2020 selon les estimations. Les investissements sont en berne, l'inflation dépasse les 6 %, le réal se déprécie fortement face au dollar. La majorité des secteurs de la bourgeoisie a donc entrepris de mettre Bolsonaro sous tutelle, ou du moins de lui rogner les ailes.

En mars, au plus fort de la recrudescence de la pandémie, Bolsonaro s'était en effet publiquement demandé sur Facebook s'il ne fallait pas envoyer l'armée pour empêcher certains maires et certains gouverneurs de mettre en place dans leurs villes ou leurs États des mesures de confinement auxquelles il était et reste farouchement opposé. Mais le 25 mars, le président de la chambre des députés, pourtant allié de Bolsonaro, avertissait qu'il fallait « *une réorientation complète de la politique de lutte contre la pandémie, sans quoi les parlementaires pourraient avoir recours à des remèdes politiques amers* ». Ce qui signifie en clair relancer une procédure de destitution.

Bolsonaro, c'est la réaction à l'oeuvre

Pourtant, quand il est élu le 28 octobre 2018, Bolsonaro semble avoir les coudées franches. Il défend un programme ouvertement fasciste : « *préparer une purge comme le Brésil n'en a jamais connu, accélérer le grand nettoyage du pays des rouges marginaux* ».

Pourtant, l'armée se taille la part du lion dans son gouvernement, avec un tiers de ministres qui en sont issus, plus encore que sous la dictature militaire. Quelques 6 000 militaires ont été nommés à la tête de différents organismes gouvernementaux, agences fédérales ou entreprises publiques depuis 2018.

Pourtant, Bolsonaro a largement étendu le droit à détenir ou porter une arme, au profit des milices qu'il contrôle, composées de policiers ou militaires à la retraite, révoqués ou toujours en activité, qui terrorisent les opposants, les pauvres des favelas et sont mêlés au trafic de drogue. Pourtant Bolsonaro a permis aux policiers et militaires d'invoquer sans limite la légitime défense pour couvrir les meurtres qu'ils commettent périodiquement dans les favelas, sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue. Le récent carnage causant 29 morts dans une favela de Rio le 6 mai dernier illustre la brutalité des forces de l'ordre. Alors qu'il est de notoriété publique que les policiers encaissent ouvertement dans les quartiers des « redevances » de la part des trafiquants, sans dédaigner de donner parfois une leçon à ceux qui refusent de payer ou ne paient pas assez, ni de

se mêler à la lutte entre les gangs pour le contrôle d'un quartier.

Pourtant, Bolsonaro n'a pas lésiné pour donner à la bourgeoisie brésilienne toutes les facilités. En défendant le maintien de l'ouverture de toutes les activités économiques malgré la pandémie, Bolsonaro a non seulement répondu au souhait du patronat, mais aussi de fractions de la petite-bourgeoisie urbaine. Il a ouvert l'Amazonie et les terres des peuples autochtones à une exploitation forestière, minière et agricole forcée. Il a privatisé à tour de bras tout ce qui pouvait être source de profit, en poursuivant les privatisations entamées sous Temer en 2016, comme la vente des filiales de Petrobras, d'une part de la poste et jusqu'à celle des dispensaires ! Au début avril 2021, le gouvernement en annonce une nouvelle avec la braderie d'entreprises publiques avec une décote allant jusqu'à 60 % de leur valeur :

Le plus grand ensemble de concessions logistiques jamais offert au Brésil : 38 aéroports, 5 ports, 3 lignes de chemins de fer et 11 autoroutes... Au total, ce sont 129 actifs que nous allons proposer au privé cette année dans l'énergie, les transports, les espaces naturels, les mines, l'assainissement, l'eau, en plus d'Eletrobras et des postes brésiliennes. (Le Monde, 9 avril 2021)

Sans qu'il parvienne à installer le fascisme

Bolsonaro n'a pas réussi à constituer un régime fasciste, malgré ses tentatives, nombreuses, d'en appeler à ses partisans ou à l'armée. Son parti, le PSL, qui n'avait obtenu que 52 députés sur les 513 et 4 sénateurs sur les 81 aux élections de 2018 connaît des crises récurrentes. Il peine à rassembler des foules derrière Bolsonaro.

Or, la capacité de mobilisation et d'entraînement de la « *petite-bourgeoisie enragée* » (Trotsky) est indispensable au succès d'une entreprise fasciste. Et l'incurie de Bolsonaro face aux ravages de la pandémie a sapé le crédit dont il bénéficiait au moment de son élection fin 2018. Ainsi le 26 mai 2019, Bolsonaro président appelle ses partisans à manifester pour contrer la mobilisation impressionnante des enseignants et étudiants qui s'opposent à l'amputation du budget des universités. Des rassemblements réactionnaires ont bien lieu dans 126 villes, mais quasiment aucun ne s'en prend aux étudiants.

L'armée, quant à elle, qui sait pourtant parfaitement ce qu'un coup d'État veut dire, reste sur une réserve prudente. Déjà en mai 2020, il avait demandé à l'armée de fermer le parlement et de destituer les juges de la Cour suprême. Pourquoi ? Bolsonaro avait appelé la population à descendre dans la rue le 15 mars 2020 pour rejoindre une manifestation fasciste contre le Congrès. Certains secteurs de la bourgeoisie avaient

condamné cette initiative aventureuse et quelques magistrats leur avaient emboité le pas. Les généraux avaient alors refusé de le suivre. Pour Bolsonaro, ce fut un camoufflet.

Pas le dernier qu'il va essayer de la part de l'état-major. Ainsi, le 29 mars 2021, Bolsonaro contraint à la démission le général Azevedo e Silva, ministre de la Défense, pour avoir mis en doute sa politique sanitaire. Il le remplace illico par un autre général plus docile. Mais le 30 mars, les chefs des forces armées de terre, de l'air et de la marine démissionnent collectivement en solidarité avec le général évincé. Cela ressemble au refus du chef du Pentagone de suivre Trump quand celui-ci avait proposé le 2 juin 2020 d'utiliser l'armée fédérale contre les manifestations après l'assassinat de George Floyd. Au Brésil, pas plus qu'aux États-Unis, la classe dominante n'estime aujourd'hui nécessaire de basculer dans le fascisme et le coup d'État militaire.

Bolsonaro n'est pas parvenu à s'imposer au-dessus des diverses fractions de la bourgeoisie, à tout contrôler, il a dû assez rapidement composer pour répondre aux intérêts parfois contradictoires des uns et des autres. Il doit donc de plus en plus donner des gages aux multiples partis bourgeois qui occupent la grande majorité du parlement et vivent des prébendes de l'État, dont les députés nouent des alliances selon les intérêts matériels et idéologiques de diverses couches de la bourgeoisie, comme l'agro-business ou bien les évangélistes.

Bolsonaro avait bénéficié de la complicité du juge Moro, instigateur de l'opération « *lava jato* » [lavage express] qui, sous couvert de lutter contre la corruption qui est endémique dans la classe politique brésilienne, avait orienté la procédure pour destituer la présidente Dilma Rousseff, du Partido dos Trabalhadores (PT) en 2016, inculper, condamner Lula (PT) en 2017 et l'emprisonner en 2018. Moro avait donc été nommé par Bolsonaro ministre de la justice en remerciements des services rendus. Mais le 9 juin 2019, le site d'information *The Intercept* publie le contenu de messages entre Moro et le procureur alors en charge de la procédure contre Lula, démontrant la machination judiciaire. Bolsonaro soutient alors mordicus son ministre.

Cette lune de miel n'a pas duré. Moro démissionne le 24 avril 2020, ses investigations le conduisant à marcher sur les plates-bandes des petits et grands trafics du clan Bolsonaro, contre lequel il choisit dès lors de se poser en recours. Le 28 avril 2020, une enquête est ouverte par le Tribunal suprême fédéral sur les accusations d'ingérence dans les affaires judiciaires lancées par Moro contre Bolsonaro. La procédure de destitution qui s'en suit s'est depuis enrichie de 65 autres plaintes, dont certaines visent sa gestion de la pandémie. Sa recevabilité dépend au bout du compte de l'accord du président de la Chambre des députés. Bolsonaro a donc été contraint de multiplier les tractations pour parvenir à faire élire à ce

poste le 1^{er} février 2021 un soutien, issu d'un des partis dits du « Centrão », les mêmes partis qui participaient au gouvernement de Rousseff avant de voter sa destitution... C'est ce président de la Chambre des députés, élu pour bloquer les procédures de destitution qui, le 25 mars, menace Bolsonaro de les relancer ! Tout ceci ne ressemble décidément pas à un régime fasciste, plutôt à un régime en pleine décomposition.

Les organisations ouvrières lui laissent pourtant le champ libre

Cette érosion du pouvoir de Bolsonaro ne doit rien à l'offensive des organisations ouvrières. Pourtant les travailleurs salariés, ceux du secteur informel, les paysans sans terre, les populations autochtones sont les premières victimes de la pandémie, non seulement en termes de mortalité, mais aussi en termes économiques. Les mesures de distanciation restent souvent théoriques du fait des conditions de logement, de transport et de travail ; les masques, quand il y en a, sont souvent en simple tissu. Le chômage officiel dépasse 14 % et le taux d'emploi, plus significatif du fait de l'importance de l'économie informelle, n'est plus que de 49 % ! Tous les prix des produits de base augmentent, les salaires, quand il y en a, sont gelés. 35 millions de Brésiliens vivent dans l'extrême pauvreté, un chiffre en augmentation de 45 % par rapport à 2019, avec l'équivalent de moins de 38 dollars par mois ! Le salaire minimum en 2020 n'est que de 1 039 réaux, soit à peine plus de 166 euros.

Une grande partie de la jeunesse, n'ayant pas d'accès fiable à internet, a été privée de tout enseignement pendant les longs mois de fermetures des écoles. Le reste des aides du programme Bolsa Familia a été supprimé, l'aide d'urgence censée les remplacer aussi. Au printemps 2019, le gouvernement a également décidé du gel de 30 % du budget des universités. Et le gouvernement met désormais en avant le déficit budgétaire et la situation économique difficile pour concentrer les aides sur les sociétés capitalistes.

Pourtant, les coups contre la classe ouvrière n'ont pas manqué. En 2019, le droit à la retraite a été profondément amputé, la durée de cotisations pour une retraite à taux plein augmentant de 5 ans, la base de calcul diminuant les pensions. Avec la crise économique, les licenciements se multiplient chez Renault, Volkswagen, Embraer... Non seulement la poste a été privatisée, mais c'est aussi le cas de très nombreuses agences fédérales ou municipales qui assuraient jusqu'à présent de multiples services publics.

Mais les directions actuelles des organisations ouvrières ont choisi délibérément de ne pas mener de contre-offensive générale contre Bolsonaro. Et même pas d'offensive du tout ! Les bureaucraties syndicales accompagnent les plans de licenciements prétendant obtenir le moindre mal. Elles laissent les grèves isolées,

comme celle des postiers durant presque un mois fin août et septembre 2020, pour au bout du compte amener à la défaite et appeler à la reprise. Le dernier exemple de cette capitulation en rase campagne date du 1^{er} mai dernier : les organisations ouvrières n'ont pas appelé à manifester, mais à des rassemblements virtuels sur internet au prétexte de pandémie, alors même que Bolsonaro avait demandé à ses partisans de descendre dans la rue, pour réclamer une intervention militaire en faveur des renforcements de ses pouvoirs. Les réactionnaires n'étaient que quelques milliers dans chaque grande ville, mais le résultat n'en demeure pas moins que Bolsonaro, dont l'étoile a pâli et qui pourrait être mis en difficulté par une puissante mobilisation ouvrière, peut au contraire se féliciter :

Avant, au 1^{er} mai, il y avait des drapeaux rouges comme si on était un pays socialiste. Je suis content de voir des drapeaux verts et jaunes dans tout le pays, avec des gens qui travaillent vraiment. (AFP, 2 mai 2021)

La bourgeoisie cherche une autre solution

Si le président n'est pas menacé par les directions des organisations ouvrières et peut encore afficher, bravache, ce genre de rodомontades, son dispositif prend l'eau et se fissure. La bourgeoisie brésilienne s'oriente donc progressivement vers une autre solution. Elle ne le fait pas comme un bloc homogène, mais à tâtons, empiriquement, d'autant qu'après s'être ralliée à Bolsonaro en 2018, elle ne dispose pas pour le moment, dans les multiples partis qui représentent directement telle ou telle de ses fractions, d'une carte de rechange suffisamment crédible.

Les élections municipales de novembre 2020 ont consacré un renforcement de ces partis, très nombreux, au détriment des candidats soutenus par Bolsonaro, et une baisse importante des voix et des sièges pour les partis ouvriers. L'ancien juge Moro qui prétendait jouer le chevalier blanc est lui-même largement discrédité désormais, après les révélations sur ses propres magouilles.

Pour l'heure, la ligne de conduite prédominante de la bourgeoisie brésilienne est de tirer le maximum qu'elle puisse obtenir de Bolsonaro tout en le serrant de près, sous la menace de la destitution s'il s'avisait à renâcler. Mais elle n'a pas besoin de brusquer les choses. Elle le tient et le fera durer si possible jusqu'à la prochaine élection présidentielle de 2022. Elle sait que l'état-major de l'armée a choisi de ne pas s'aventurer plus avant. L'offensive qu'elle avait menée avec succès pour se débarrasser de Rousseff, lui substituer sans élection son ancien allié et vice-président Temer, puis éliminer Lula de la compétition présidentielle en l'emprisonnant, appartient désormais au passé.



Le PT pourrait bien la resservir

Le PT avait, sous Lula puis Roussef, poursuivi une politique de front populaire, d'alliance avec des partis bourgeois (PMDB, PTB, PP...). Si la croissance économique durant une phase d'expansion mondiale avait permis sous Lula une redistribution limitée des revenus avec quelques mesures pour les plus pauvres, sans remettre en cause le capitalisme, sous Roussef, c'est la récession qui prévaut et, comme il n'est pas question de s'attaquer à la bourgeoisie, les mesures sociales fondent comme neige au soleil. Roussef multiplie alors les avances et les concessions à la bourgeoisie, censées lui assurer son soutien. Au contraire, la bourgeoisie s'en est nourrie tout en préparant son coup d'État à froid pour destituer Roussef et attaquer Lula, profitant du discrédit du PT occasionné par la politique qu'il avait poursuivie. Ainsi le PT, respectueux de l'État bourgeois, du capitalisme, avait-il pavé la route à la réaction en encourageant et en s'alliant avec ceux qui allaient le chasser le moment venu.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiters politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste. (Trotsky, La France à un tournant, 28 mars 1936)

Le PT a-t-il tiré les leçons de cet échec ? Lula est sorti de prison le 8 novembre 2019. Début mars 2021, un juge a estimé que le tribunal qui avait condamné Lula n'était pas compétent. La Cour suprême a confirmé ce jugement le 15 avril dernier, redonnant ipso facto à Lula ses droits politiques et donc le droit à se présenter aux élections, tout en gardant sous le coude le jugement sur le fond. Lui que Bolsonaro souhaitait voir « *pourrir en*

prison » est donc réintroduit dans le jeu électoral par les juges, ce qui montre bien les limites de son pouvoir politique. Le PT menait certes campagne pour la libération de Lula et le recouvrement de ses droits politiques, mais ce résultat est avant tout le produit du divorce croissant d'une bonne partie de la bourgeoisie brésilienne avec Bolsonaro. Lors d'une entrevue, à la question « Allez-vous faire alliance avec les autres partis de gauche, voire le centre et la droite ? », Lula répond :

Je suis quelqu'un de cohérent ! Le PT, aux élections présidentielles, fait toujours au minimum 30 % des voix au premier tour. Mais la majorité, c'est 50 %, plus une voix ! Donc évidemment, si le PT veut gagner, il doit s'allier. Je rappelle que j'ai gagné 2002, j'avais choisi comme vice-président José Alencar. Un chef d'entreprise travailleur, honnête, issu d'un parti de centre-droit, qui fut le meilleur vice-président que cette planète ait connu ! Le PT a donc, dans le passé, su nouer des alliances, et il le fera dans l'avenir. Mais ici, je réaffirme quelque chose : j'ai toujours gouverné pour tous les Brésiliens. J'ai gouverné même pour les banquiers et les chefs d'entreprise. Mais ma priorité, ce sera toujours les plus pauvres... (Le Monde, 20 mars 2021)

L'armée bourgeoise, choyée par Lula et le PT

Ce que Lula ne dit pas, c'est qu'il a également gouverné en renforçant la justice qui s'est retournée contre lui, la police et l'armée d'où est sorti Bolsonaro. C'est sous sa présidence que l'état-major bénéficie d'un effort budgétaire important pour rénover son matériel aérien et naval notamment, afin d'affirmer son statut de première armée de l'Amérique latine. En 2008, Lula dote l'armée d'une « *stratégie nationale de défense* », dans laquelle il assure que la lutte pour la souveraineté relève de considérations non seulement militaires, mais également économiques, sociales et géopolitiques : « *Le Brésil ne sera pas indépendant si une partie du peuple ne dispose pas des moyens d'apprendre, de travailler et de produire* ». Voilà pour le décor, mais l'armée de l'État bourgeois reste l'armée de l'État bourgeois. En 2010, les dépenses militaires se montent ainsi à 27,1 milliards de dollars (un montant supérieur au budget 2019 du réactionnaire Tremer).

Le Monde du 20 mai 2021 révèle qu'un certain général Heleno, fasciste convaincu dès l'école militaire, aujourd'hui éminence grise de Bolsonaro dans son gouvernement, doit en grande partie sa carrière aux promotions accordées par Lula. Il est en effet promu général en 2004 et Lula, qui obtient que le Brésil commande la mission des Nations unies à Haïti, y envoie cet homme à poigne. Celui-ci s'illustre le 6 juillet 2005 en lançant une opération militaire dans un quartier pauvre de Port-au-Prince faisant 70 morts, dont des femmes et des enfants, un massacre selon les ONG.

Le vaillant général, loin d'être inquiet pour ce fait d'armes, est nommé ensuite par Lula commandant militaire pour toute l'Amazonie en 2007. Toutefois, en 2008, il est mis sur la touche par le gouvernement pour avoir critiqué sa politique en Amazonie, mais dans un poste où il peut tranquillement continuer d'entretenir ses relations avec l'ensemble de l'état-major qui lui serviront ensuite à propulser Bolsonaro au pouvoir. Cela rappelle la nomination de Pinochet comme chef d'état-major par Allende lui-même le 23 août 1973, persuadé de sa loyauté. Le respect de l'État bourgeois, de son armée, de sa police amène toujours la classe ouvrière à la défaite.

L'indépendance de classe au centre d'une politique révolutionnaire

Voilà qui n'est guère effrayant pour la bourgeoisie et pourrait constituer, faute de mieux, une carte jouable pour remplacer Bolsonaro. Le PT n'a pas changé d'un iota sa ligne de front populaire, et il en va de même pour le Partido Socialismo e Liberdade (PSOL), une organisation qui se présente comme plus « à gauche », qui joue en réalité au Brésil le même rôle que joue Podemos en Espagne, celui de soutien critique et de flanc-garde du front populaire, qui empêche les travailleurs conscients qui cherchent une issue révolutionnaire de rompre avec cette orientation. La meilleure preuve en est apportée par le candidat du PSOL aux dernières municipales de Sao Paulo de novembre 2020. Arrivé en deuxième position à l'issue de premier tour, devançant de loin le candidat du PT, il s'empresse de constituer un large front pour le deuxième tour, incluant des partis bourgeois et jusqu'à des évangélistes qui avaient participé à la destitution de Rousseff ! Le calcul électoral n'a même pas payé puisque la coalition du PSOL est sèchement battue au deuxième tour par le candidat du PSDB, un autre parti bourgeois, avec 30 % d'abstention.

En effet, contrairement à ce que dit Lula, pour défendre « les plus pauvres, les travailleurs, les habitants des périphéries », pour « en finir avec les inégalités, dans un pays marqué par 350 ans d'esclavage », il n'y a pas d'autre voie, au Brésil comme ailleurs, que de s'organiser sur un axe clair : indépendance de la classe ouvrière, unité de tous les exploités et opprimés autour de la classe ouvrière, et certainement pas prôner des alliances avec la bourgeoisie, y compris sous le prétexte d'un pragmatisme électoral consistant à additionner les voix de camps opposés. Car cette arithmétique électorale ne peut avoir qu'un sens : gérer loyalement l'État bourgeois. L'indispensable lutte de la classe ouvrière, des paysans travailleurs, de la jeunesse étudiante, des habitants des bidonvilles, des Amérindiens, des conscrits, etc. implique d'abord l'indépendance de classe. Cette question est décisive pour tout militant, groupe ou

organisation se réclamant de la révolution socialiste. Le programme d'une organisation révolutionnaire au Brésil doit s'articuler sur les mots d'ordre suivants :

Unité des organisations de travailleurs CUT, CTB, CSP-Conlutas, PT, PSOL, PCdoB, PSTU, PCB, PCO... pour réaliser immédiatement le front unique ouvrier !

Les milices, les policiers, les militaires, hors des favelas ! Création et centralisation de comités d'autodéfense dans les entreprises, les quartiers, les favelas, à la campagne, dans les écoles, dans les universités, les régiments... !

Des vaccins et des masques gratuits pour tous ! Expropriation des cliniques privées et des groupes pharmaceutiques !

Des contrats pour tous les salariés ! Interdiction des licenciements, réintégration immédiate des travailleurs licenciés dans leurs entreprises, baisse du temps de travail ! Indexation des salaires sur le coût de la vie !

Annulation des attaques contre les retraites, la sécurité sociale, les fonctionnaires ! Rétablissement immédiat de toutes les aides sociales ! Droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits !

Annulation de toutes les privatisations ! Les entreprises de l'agro-business et des mines hors de l'Amazonie ! Restitution des terres aux peuples autochtones ! Expropriation des latifundias !

Gratuité des études, nationalisation sans indemnité des écoles et universités privées, laïcité absolue de l'enseignement !

Logement décent pour tous, interdiction de toute expulsion des familles travailleuses, gel de tous les loyers au plus bas niveau des 20 dernières années, municipalisation de tous les terrains urbains, expropriation sans indemnité de tous les logements entre les mains de grands propriétaires !

Expropriation des grandes entreprises capitalistes (brésiliennes et étrangères) !

Pour toutes les revendications ouvrières, préparation de la grève générale ! Formation partout de comités, centralisation sur la base de délégués élus !

À bas Bolsonaro et son gouvernement !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan issu de la mobilisation ! Pour les États-Unis socialistes d'Amérique du Sud, pour la fédération socialiste d'Amérique !

Une seule centrale syndicale démocratique et de lutte de classe ! Construction d'un parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du Parti bolchevik dans tout le pays !

20 mai 2021

Italie La bourgeoisie mise sur Draghi

Dissensions au sein de PD et fin du gouvernement Conte

La situation politique en Italie a livré une combinaison gouvernementale inédite. Le gouvernement Conte reposait depuis 18 mois sur un attelage formé par le Partito Democratico (Parti démocrate-PD, un parti bourgeois issu de la fusion entre démocrates-chrétiens et stali-niens), le Movimento 5 Stelle (Mouvement cinq étoiles-M5S), un parti populiste fondé par un comique, le parti réformiste Liberi e Uguali (Libres et égaux, LeU) et Italia Viva (Italie vivante-IV), un parti bourgeois type LREM issu d'une scission du PD conduite par Matteo Renzi. Le M5S avait déjà dû ranger aux oubliettes son « dédagisme » en formant un gouvernement avec la Liga fascisante (LN) en 2018, puis il a ravalé ses diatribes contre l'Union européenne à l'été 2019 pour s'allier avec ses anciens « ennemis » du PD.

Après le retrait de deux ministres du parti Italia Viva de la coalition du gouvernement Giuseppe Conte le 13 janvier, ce dernier a perdu sa majorité à la Chambre des députés et au Sénat. Conte étant dans l'incapacité de former un troisième gouvernement, c'est Mario Draghi qui a été désigné le 3 février par le président de la République pour constituer un gouvernement sur la base d'une coalition hétéroclite rassemblant PD, LN, M5S, IV, FI, LeU. Draghi a obtenu l'investiture le 17 février au Sénat (260 contre 40) et le lendemain à la Chambre des députés. Il aura fallu moins de deux ans pour que les partis traditionnels et le principal parti antisystème, autrefois adversaires, s'unissent dans un gouvernement d'union nationale. Seul le parti fasciste Fratelli d'Italia (FdI) reste dans l'opposition avec quelques députés qui ont quitté le M5S.

Le tournant vers l'UE du M5S et de la Liga

Loin des discours « anti-élites » de sa fondation, la pantomime de la consultation des adhérents (59,3 % pour) du M5S pour soutenir un manager de la multinationale de la finance Goldman Sachs (2002-2005), un gouverneur de la Banca d'Italia (2006-2011) et un président de la BCE (2011-2019) donne des indications sur les besoins de la bourgeoisie italienne.

Les mêmes raisons ont conduit à la reconversion de la LN. Formation régionaliste à ses origines, et favorable à l'UE, la Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie s'était construite autour du séparatisme et contre les Italiens du Sud et les migrants. Mais pour gagner des voix dans ces régions pauvres, Matteo Salvini a redirigé ses attaques contre « l'Europe » à l'instar du FN-RN français. Or ce virage n'a jamais fait consensus au sein de la LN

car il est contraire aux intérêts de nombreux capitalistes du Nord.

La classe dirigeante a décidé de siffler la fin des joutes parlementaires antérieures et de tenter de resserrer son exécutif politique pour sauver une position dégradée dans la compétition internationale.

La personnalité du nouveau président du Conseil (premier ministre) et la composition du gouvernement qu'il a formé en sont la preuve, avec un mélange de « techniciens » (8) et de vieux politiciens (15 : 4 du M5S, 3 de FI, 3 du PD, 3 de la LN, 1 de LeU, 1 de IV) : un ministre de l'économie et des finances, Daniele Franco, ancien numéro 2 de la banque centrale ; un ministre du développement économique, Giancarlo Giorgetti (LN) proche des milieux d'affaires lombards. Un chiffre montre bien qui compte peser : 18 ministres sur 23 sont issus de l'élite du nord.

Une tentative d'union nationale

La ligne directrice de ce gouvernement est de faire repartir l'économie capitaliste, car le PIB a reculé de 8,9 % en 2020 à cause de la crise capitaliste mondiale aggravée par la pandémie. C'est pourquoi il a accéléré la vaccination pour sortir des mesures de confinement qui restreignent l'exploitation des travailleurs italiens. En ce sens, le gouvernement de Draghi s'inscrit dans la continuité de celui de Conte qui porte la responsabilité d'un des pires taux de mortalité due au Covid au monde (146 pour 100 000 habitants). Les autres priorités affichées sont la « transition énergétique », l'investissement dans les infrastructures et le numérique, notamment dans le sud.

Pour légitimer sa politique, le bigot qui dirige désormais l'État italien a repris une phrase du pape Bergoglio (alias « François ») :

Les catastrophes naturelles sont la réponse de la Terre à nos mauvais traitements. Si l'on demandait au Seigneur ce qu'il en pense, je ne crois pas qu'il dirait que c'est une bonne chose : c'est nous qui ruinons l'oeuvre du Seigneur. (Mario Draghi, *Discours au Sénat*, 17 février 2021)

Le chef de l'Église catholique précisait : « nous avons péché contre la terre et, en définitive, contre le Créateur » (Jorge Mario Bergoglio, *Audience générale*, 22 avril 2020). Cela en dit long sur l'irrationalité grandissante de la bourgeoisie contemporaine et de son personnel politique. Toutes les hiérarchies religieuses sont ce qui reste du Moyen-Âge et leur critique de la société contemporaine est réactionnaire. Elle se dresse contre le socialisme, contre la maîtrise par l'humanité de l'économie.

Le « plan de reprise et de résilience » du gouvernement a été adopté le 27 avril à une très large majorité : 442 oui, 19 non et 51 abstentions à la Chambre des députés ; 224 oui, 16 non et 21 abstentions au Sénat. Fdl a choisi de s'abstenir plutôt que rejeter un projet impliquant l'arrivée de centaines de milliards d'euros de l'UE.

Une opération de restructuration du capital italien

Plus concrètement, un super-ministère de la transition écologique a été confié à Roberto Cingolani, ancien responsable de l'innovation technologique chez le géant de l'aéronautique Leonardo. Ce conglomerat figure parmi les dix premières sociétés du secteur et constitue le second groupe industriel du pays. Pour Cingolani, dont le slogan est « relancer l'Italie vers le futur », il s'agit surtout de reconvertir la vieille industrie transalpine, peindre en vert les vieux secteurs énergétiques, faire de l'hydrogène à partir du gaz et du pétrole.

Le ministre de l'innovation technologique et de la transition numérique est Vittorio Colao, un ancien PDG de Vodafone. Son objectif est d'inciter au rapatriement les entreprises italiennes parties à l'étranger et d'attirer les étrangères en offrant une modernisation des infrastructures numériques, passage à la 5G, extension de la couverture au haut débit.

L'enjeu pour Draghi est de mettre au service du grand capital le plan de relance européen, 209 milliards d'euros, l'Italie étant la première bénéficiaire. Même si cette somme cache mal que seuls 81 milliards sont des subventions et que la majorité (128 milliards) sera attribuée sous forme de prêts alors que l'État, à cause de la faiblesse structurelle du capitalisme national, est déjà endetté à 155,8 % du PIB.

Par conséquent, le nouveau gouvernement va devoir faire les « réformes » qui s'imposent : créer des « pôles d'excellence » pour soumettre la recherche publique au profit, contenir la dette publique, réduire l'effectif de la fonction publique sous couvert de moderniser l'administration, améliorer la rentabilité du capital, baisser la fiscalité des entreprises, lutter contre les lenteurs de la justice.

L'ordre du jour est à la restructuration du capitalisme italien, sa modernisation, sa capacité à se hisser au niveau des premières économies mondiales... pour ne pas être définitivement détaché. Le « plan de relance » sera surtout là pour réorienter le capital vers les activités les plus rentables et se débarrasser des canards boiteux.

Cela vaut bien de faire quelques entorses aux règles du commerce mondial. Le président du Conseil a bloqué, le 26 février, l'exportation de 250 000 doses du vaccin du laboratoire suédo-britannique AstraZeneca, qui était produit à 70 kilomètres de Rome. La cargaison à desti-

nation de l'Australie a été interceptée par les douanes italiennes.

Les exploités face au capital et au gouvernement Draghi

La lutte acharnée de la bourgeoisie italienne pour sa survie comme puissance impérialiste explique l'union nationale réalisée au parlement autour de Draghi. Mais le plus difficile reste à faire, faire supporter le poids de l'effort aux producteurs.

Les travailleurs, qu'ils soient d'origine italienne ou étrangère, doivent s'organiser pour se défendre. Ainsi, de 75 à 90 % des salariés de la filiale d'Amazon ont fait grève les 22 et 26 mars dans tout le pays, touchant toute la chaîne de livraison, y compris les coursiers. Ce secteur est devenu crucial dans le cycle du capital. Il se caractérise par la surexploitation d'une main-d'œuvre peu qualifiée avec une forte présence de travailleurs immigrés. Aux 9 000 employés d'Amazon Italia Logistica, il faut ajouter environ 9 000 livreurs. En comptant les nombreuses filiales du mastodonte de Jeff Bezos, ce sont 40 000 personnes qui oeuvrent dans ce secteur.

Le débrayage a été déclenché par un arrêt des négociations entre Amazon et les dirigeants syndicaux (CGIL, CISL, UIL) mais ces derniers, fidèles à leur logique de défense de « l'intérêt national » et du « dialogue social », veulent avant tout faire revenir les dirigeants de la multinationale autour de la table des négociations.

Les travailleurs, eux, veulent la satisfaction de leurs revendications : hausse des salaires, allègement de la charge de travail, respect des normes sanitaires, paiement d'une indemnité covid. S'organiser pour qu'elles ne soient pas bradées, pour contrôler la lutte en imposant la grève totale jusqu'à satisfaction, telle est la voie pour gagner. Celle que pourraient emprunter tous les travailleurs.

Il manque un parti ouvrier révolutionnaire capable de guider les luttes spontanées, de mettre en garde les exploités contre tous les partis des exploités, d'unifier le prolétariat, d'ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs et des États-Unis socialistes d'Europe.

7 mai 2021



Algérie Les revendications sociales à l'avant-scène

Des grèves massives dans le secteur public

Depuis près de deux mois, les travailleurs de la poste, des chemins de fer, de l'éducation, de la protection civile, des impôts, de la santé, enchainent les grèves et les manifestations pour exiger la satisfaction de leurs revendications. Salaires, conditions de travail, libertés de s'organiser et de manifester : c'est la voix du prolétariat qui tonne dans les rues d'Alger, de Kabylie, d'Oran, de dizaines de villes du pays.

Après la flambée épidémique (sans chiffres officiels et sûrs), le confinement, la montée du chômage qui touche 15 % de la population (35 % des jeunes), l'énorme hausse des prix des denrées alimentaires (inflation à 4,5 %), la pénurie de celles qu'on voudrait acheter (farines, pommes de terre), la population laborieuse a engagé le combat pour défendre ses intérêts.

Elle insuffle aux marches du Hirak qui ont repris depuis le 16 février 2021, date anniversaire de son déclenchement, une dynamique que le pouvoir de Tebboune, de l'armée et des patrons craint au plus haut point. Il tremble que la classe ouvrière prenne la tête du mouvement de contestation et lui ouvre une issue révolutionnaire.

Le nouveau dérivatif du pouvoir

L'Algérie a le premier budget militaire d'Afrique avec 1 230 milliards de dinars, environ 7,6 milliards d'euros, (plus 235 milliards de dinars pour les anciens combattants) et l'armée est le premier poste budgétaire de l'État avec plus de 5 % du PIB (voir *Journal officiel*, 31 décembre 2020, p. 62). Le capitalisme algérien, bâti sur l'étouffement de la révolution sociale en 1961 et sur la rente que sa bourgeoisie accapare depuis n'a pas été capable de développer l'agriculture et l'industrie. Inéluctablement, cette bourgeoisie est de plus en plus dépendante du système impérialiste mondial. L'état-major qui en fait partie et son homme de paille, le président mal élu Abdelmadjid Tebboune, n'ont pour marge de manoeuvre que les rivalités entre la France, les États-Unis, la Chine... Si la règle pour toute extraction pétrolière ou gazière de 51 % de parts pour l'entreprise algérienne Sonatrach a été réaf-

firmée le 9 février 2021, le reste de la législation a été assoupli.

En décembre 2019, une nouvelle loi pétrolière est adoptée en pleine crise politique. Son ambition est de faire revenir les compagnies internationales souvent échaudées par les pratiques algériennes, des douanes aux impôts en passant par les banques et, bien sûr, la compagnie nationale, la Sonatrach, qui doit approuver chaque décision et prend son temps. (L'Orient XXI, 23 février 2021)

Face à la reprise du Hirak, le gouvernement compte d'une part agiter l'épouvantail des islamistes, qui ont fait leur apparition dans la rue, et d'autre part tenir des élections législatives anticipées le 12 juin. Cette initiative est soutenue par le FLN, le RND, le REA, le MSP, l'AGL... et la bureaucratie syndicale de l'UGTA. S'y opposent d'autres partis bourgeois (RCF, FFS, UCP, Rachad...) et la plupart des formations politiques du mouvement ouvrier (les organisations réformistes PT et MDS, le groupe centriste PST).

Le pouvoir réprime

Alors finis les éloges au « *Hirak béni* » avec trémolos, place au gant de fer. Les consignes sont données aux directions des services publics de stopper immédiatement les grèves.

L'entreprise informe que « dans le cas où les travailleurs grévistes ne reprendront pas le travail sur le champ, la réglementation en vigueur sera appliquée, ce qui inclut un licenciement sans préavis ni indemnisation », a indiqué la direction d'Algérie Poste. (El Watan, 15 avril 2021)

Le 2 mai, le pouvoir met à pied 230 pompiers qui ont participé à une manifestation aux abords du palais présidentiel. Le 6 mai, Abdelmadjid Tebboune menace les grévistes de tous les secteurs sous prétexte de « *l'exploitation de l'activité syndicale par des mouvements subversifs* ». Le journal de l'armée (*El Djeich*) fustige les « *grèves suspectes* » et « *la main de l'étranger* », martèle que « *l'État sera intransigeant* ».

Les manifestants scandent : « *État civil et pas militaire !* » Le 9 mai, le ministère de l'intérieur décrète une obligation de déclarer les marches, ce qui entraîne aussitôt la mise en place du dispositif policier pour interdire ces manifestations et souvent l'arrestation des déclarants qui doivent alors s'engager par écrit à ne plus participer aux marches sous peine d'incarcération pour récidive... Le 11 mai, la marche étudiante a été prohibée pour la troisième semaine consécutive. Les portraits des détenus, les dénonciations des tortures et viols, les slogans contre la corruption éclairent crûment où se trouvent les responsables des « *activités anti-démocratie et*



11 avril 2020, Tebboune avec les généraux

illégal » que Tebboune attribue aux grévistes. Le Parti socialiste des travailleurs est menacé d'interdiction.

Le 21 mai, les trams, les trains de banlieue et inter régionaux ont été suspendus toute la journée pour empêcher la population de se rendre dans le centre d'Alger. Les quartiers est et ouest de la ville ont été bouclés. La Brigade de recherche et d'intervention a multiplié les agressions contre les groupes qui tentaient de se constituer. Pour empêcher la diffusion des vidéos montrant les violences policières, internet a été coupé. Les journalistes et photographes non inféodés sont privés d'accréditation. Pour cette seule journée, qui a vu aussi des affrontements entre les manifestants et la police à Bouira, 800 personnes ont été arrêtées dans 18 régions, 250 sont toujours incarcérées.

Dirigeants de l'UGTA et de la CSA, appelez à la grève générale !

Les travailleurs et travailleuses du public, comme des milliers d'autres du privé (automobile, agroalimentaire...) ont engagé le combat pour les salaires, les conditions de travail, contre les licenciements, pour la liberté d'organisation. Tebboune a décrété la « *reprise du dialogue avec les partenaires sociaux* » le 2 mai, au moment où sa police tabassait et gazait des pompiers venus réclamer la libération d'un des leurs arrêté le matin. Les dirigeants syndicaux à sa solde l'ont accepté.

Mais la Coordination de l'éducation, regroupant 13 syndicats, rappelle les revendications (augmentation des salaires par celle du point d'indice, révision du statut particulier des personnels de l'éducation, rétablissement de la retraite anticipée), déclare « *nul et non avenue l'appel du ministère à cesser la grève* ». Une de ses porte-parole (conseil des lycées d'Alger) « *estime que les réunions organisées en cours de semaine entre les syndicats et le ministre de l'Éducation nationale, en application du dialogue social impulsé par le président de la République sont loin de répondre aux revendications urgentes des enseignants* ». (*La Nouvelle République*, 26 mai 2021).

Mais les agents de la protection civile ont de nouveau manifesté, en uniforme, dans des dizaines de villes (M'sila, Biskra, Béjaïa, Tizi Ouzou...) en soutien à leurs collègues réprimés, maintenant leurs légitimes revendications et leur lutte pour les obtenir.

Mais la population de Béjaïa a soutenu les travailleurs de Numilog qui luttent depuis des mois contre les licenciements abusifs dans cette filiale de Cevital (agroalimentaire) qui détient le quasi-monopole de denrées indispensables comme le sucre et l'huile et dont le patron a été incarcéré pour corruption.

Les travailleurs en grève, les jeunes mobilisés, les marcheurs du Hirak rejettent le gouvernement Tebboune, ses manoeuvres, sa répression.

Dirigeants des syndicats, rompez avec lui ! Organisez son isolement ! Ne laissez pas les secteurs en lutte isolés les uns des autres ! Appelez à la grève générale jusqu'à satisfaction ! C'est aussi la responsabilité des partis et organisations qui disent parler au nom des travailleurs et s'opposer à Tebboune !

Front unique pour imposer l'échelle mobile des salaires, seule arme ouvrière contre la flambée des prix ! Réintégration de tous les licenciés ! Libération de tous les détenus pour faits de grève ou de manifestation ! Autodéfense contre la police et l'armée !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour un parti ouvrier révolutionnaire

Le gouvernement, l'armée et les patrons tablent sur l'usure, le manque d'une direction décidée à les affronter et à les vaincre. Cependant, dans tous les comités, collectifs, coordinations, chez les grévistes et les marcheurs, les éléments qui constituent cette direction existent. Il faut élire les délégués des comités, révocables, et les centraliser pour la formaliser et fournir une alternative au gouvernement actuel et à l'État bourgeois. Ainsi, la classe ouvrière pourra prendre la tête de la lutte de tous les opprimés (femmes, Kabyles...), pour un gouvernement des travailleurs, les États-Unis socialistes du Maghreb, la fédération socialiste de la Méditerranée.

C'est à quoi devraient oeuvrer avec acharnement les groupes et organisations qui parlaient ou parlent de révolution. Au lieu de quoi, le MDS, le PT, le PST, le POSI... en retard de 70 ans, courent après la mise en place d'une « assemblée constituante », enfermant ainsi les militants qu'ils influencent dans le filet qui a aidé à étouffer la révolution en Tunisie, la tromperie des élections et des palabres à l'assemblée bourgeoise et impuissante.

Grève générale ! Et alors, le sort des législatives des militaires sera scellé ! Grève générale ! Pour la représentation et le pouvoir des masses en lutte !

27 mai 2021



14 mai, Alger, la police arrête des dizaines de manifestants et un photographe de l'AFP

« Islamo-gauchisme » = chasse aux sorcières

Le 2 octobre, en déplacement aux Mureaux, le président Macron s'en prend au « discours post-colonial » qui serait coupable de nourrir la « haine de soi de la République... contre elle-même » et le « séparatisme ». Le 22 octobre, le ministre de l'éducation Blanquer dénonce sur *Europe 1* : « L'islamo-gauchisme fait des ravages, il fait des ravages à l'université, il fait des ravages quand l'Unef cède à ce type de chose, il fait des ravages dans les rangs de La France insoumise, ces gens-là favorisent une idéologie qui mène au pire ».

Le 13 février, la ministre de l'enseignement supérieur Vidal déclare sur *CNews* que « L'islamo-gauchisme gangrène la société dans son ensemble et l'université n'est pas imperméable ». Le 16 février, elle indique à l'Assemblée nationale qu'elle demande au CNRS une enquête pour « distinguer ce qui relève de la recherche académique de ce qui relève justement du militantisme et de l'opinion ». Le 21 février, Vidal précise au *JDD*, devant le tollé soulevé par ses déclarations, les menaces que ferait peser l'islamo-gauchisme à l'Université : « des attaques contre la liberté académique et contre la liberté d'expression en général... Les enseignants ne se sentent pas libres d'enseigner comme ils le souhaitent. On ne peut pas laisser passer ça ».

Dans les États qui se réclament de la démocratie, l'enseignement supérieur est censé être pluriel et autonome. En fait, il n'en est rien, ne serait-ce que parce qu'il est financé par les entreprises capitalistes ou par l'État des capitalistes : « Avec l'argent, on peut s'acheter des gens d'esprit » (Karl Marx, *Manuscrits économico-philosophiques*, 1844).

Ainsi, le courant néo-classique de la « science économique », hégémonique dans les grandes écoles et majoritaire dans les universités publiques, explique depuis plus d'un siècle, avec le plus grand aplomb, que les chômeurs sont des gens qui préfèrent le loisir au salaire.

Que l'Église catholique, qui a menacé Galilée et exécuté Bruno, détienne des « universités » ne semble pas gêner le gouvernement. Ainsi, que les universités publiques de Strasbourg et de Nancy incorporent des « facultés » (sic) de théologie et délivrent des « diplômes » (sic) de religion, ne tracasse aucun ministre. L'État veut associer le Conseil français du culte musulman, une grande école publique (l'École pratique des hautes études) et l'armée (via l'École nationale de l'aumônerie militaire) pour former les prêtres musulmans (imams). Le gouvernement tolère qu'une fondamentaliste chrétienne et une fasciste comme Maréchal monte sa propre « université » à Lyon avec l'aide d'éléments du FN-RN, de l'ex-Mouvement pour la France du vicomte de Villiers, de l'ex-Parti chrétien démocrate de Boutin et de patrons (ISSEP, 5 500 euros de frais annuels).

Bien sûr, l'université bourgeoise abrite différents courants de pensée, notamment en sciences sociales. Après tout, il ne s'agit que d'idées et la classe dominante ne peut déterminer à l'avance celles qui lui seront les plus utiles. En outre, il est bon de neutraliser les cadres potentiels de la révolte inévitable des exploités et des opprimés en leur offrant quelques postes, au demeurant rares et mal rétribués, et de concocter des théories qui soient ac-

ceptables pour tel ou tel segment des classes exploitées et semi-exploitées, tout en évitant de mettre en cause le capitalisme.

Mais il ne s'agit pas ici de la confrontation théorique nécessaire avec ces positions, de leur réfutation par l'avant-garde prolétarienne (communiste internationaliste). « L'enquête » réclamée par le gouvernement est une

immixtion de l'État dans le savoir et la recherche, une attaque contre les libertés démocratiques à l'université, indispensables à la classe ouvrière et la jeunesse pour qu'elles puissent librement débattre et s'organiser contre le capitalisme et la classe dominante.

La loi sur la recherche (LPR) la soumet davantage au profit, la loi « pour conforter les principes républicains » est dirigée contre les musulmans, la loi « de sécurité globale » contient nombre de dispositions liberticides. Le terrorisme sert de prétexte à espionner le mouvement ouvrier et expulser de vieux réfugiés politiques italiens. L'antisémitisme est invoqué fallacieusement pour interdire une manifestation de soutien aux Palestiniens. Il y a toujours plus de flics.

Toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent faire front pour exiger :

- Aucune enquête commandée par le gouvernement Macron-Darmanin-Blanquer-Vidal ! Jugement par les seuls pairs des travaux de recherche !
- Hors de l'enseignement supérieur, l'Église catholique et toute secte religieuse ! Laïcité réelle et totale de l'enseignement sur tout le territoire !
- Liberté totale de recherche pour les chercheurs et les enseignants-chercheurs ! Liberté totale de la pédagogie pour les enseignants-chercheurs et les professeurs des classes préparatoires ou des sections de techniciens supérieurs !
- Libre expression du mouvement étudiant et ouvrier dans tous les établissements d'enseignement supérieur !
- Annulation de toutes les lois contre les libertés démocratiques !

27 mai 2021

